



**INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX
ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

I B P T

**COMMUNICATION DU CONSEIL DE L'IBPT
DU 1^{er} JUIN 2016
A LA DEMANDE DU VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'AGENDA
NUMÉRIQUE, DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE LA POSTE
CONCERNANT
L'IDENTIFICATION DES UTILISATEURS FINALS DE CARTES PREPAYEES**

1. Objet

L'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la LCE) prévoit entre autres ce qui suit :

« Art. 127 § 1er. Le Roi fixe, après avis de la Commission pour la protection de la vie privée et de l'Institut, les mesures techniques et administratives qui sont imposées aux opérateurs ou aux utilisateurs finals, en vue de permettre :

- 1° l'identification de la ligne appelante dans le cadre d'un appel d'urgence;
- 2° l'identification de l'utilisateur final, le repérage, la localisation, les écoutes, la prise de connaissance et l'enregistrement des communications privées aux conditions prévues par les articles 46bis, 88bis et 90ter à 90decies du Code d'instruction criminelle et par la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.

Le Roi fixe, après l'avis de l'Institut, les tarifs rétribuant la collaboration des opérateurs aux opérations visées à l'alinéa 1er, 2° ainsi que le délai dans lequel les opérateurs ou les abonnés doivent donner suite aux mesures imposées.

§ 2. Sont interdites : la fourniture ou l'utilisation d'un service ou d'un équipement qui rend difficile ou impossible l'exécution des opérations visées au § 1er, à l'exception de systèmes d'encryptage qui peuvent être utilisés pour garantir la confidentialité des communications et la sécurité des paiements.

§ 3. Jusqu'à ce que les mesures visées au § 1er entrent en vigueur, l'interdiction visée au § 2 ne s'applique pas aux services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée [...]. »

Une consultation publique a été organisée du 29 mars 2016 au 10 avril 2016 sur les deux projets suivants :

- 1) Un avant-projet de loi portant modification de l'article 127 de la LCE ;
- 2) Un projet d'arrêté royal relatif à l'identification de l'utilisateur final de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée.

Ces deux projets ont pour but de mettre fin à la possibilité d'utiliser de manière anonyme un service de communications électroniques public mobile fourni sur la base d'une carte prépayée.

Ces deux projets ont l'objet d'une approbation par le Conseil des ministres le 13 mai 2016.

A la demande du Vice-premier ministre et Ministre de l'agenda numérique, des Télécommunications et de la poste, et dans un souci de transparence, l'IBPT publie les projets en annexe tels qu'approuvés par le Conseil des ministres.

2. Annexes

- 1) Projet de loi portant modification de l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;
- 2) Projet d'arrêté royal relatif à l'identification de l'utilisateur final de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée

Charles Cuveliez
Membre du Conseil

Axel Desmedt
Membre du Conseil

Luc Vanfleteren
Membre du Conseil

Jack Hamande
Président du Conseil

ROYAUME DE BELGIQUE _____	KONINKRIJK BELGIË _____
AVANT-PROJET DE LOI PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 127 DE LA LOI DU 13 JUNI 2005 RELATIVE AUX COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET DE L'ARTICLE 16/2 DE LA LOI DU 30 NOVEMBRE 1998 ORGANIQUE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ET DE SÉCURITÉ	VOORONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN ARTIKEL 127 VAN DE WET VAN 13 JUNI 2005 BETREFFENDE DE ELEKTRONISCHE COMMUNICATIE EN VAN ARTIKEL 16/2 VAN DE WET VAN 30 NOVEMBER 1998 HOUDENDE REGELING VAN DE INLICHTINGEN- EN VEILIGHEIDSDIENST
EXPOSÉ DES MOTIFS	MEMORIE VAN TOELICHTING
PARTIE GÉNÉRALE	ALGEMEEN DEEL
1. <u>Introduction et justification de la mesure</u>	1. <u>Introductie en rechtvaardiging van de maatregel</u>
<p>L'article met fin à l'anonymat pour les services de communications électroniques publics mobiles souscrits à l'aide de cartes prépayées. Ces cartes prépayées peuvent donc toujours être achetées mais plus de manière anonyme.</p> <p>Comme le prévoit déjà le paragraphe 1^{er} de l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la LCE), les modalités de la procédure d'identification peuvent être définies dans un arrêté royal.</p> <p>Le présent article s'applique entre autres à l'ensemble des cartes prépayées liées à un MSISDN belge (c'est-à-dire un numéro de téléphone), à un IMSI belge ou aux deux. De manière générale, un IMSI est associé à un numéro de téléphone du même pays. Cependant, cela n'est pas toujours le cas, dès lors qu'il est possible que l'un des deux identifiants est belge et l'autre étranger, afin, par exemple, de réduire les frais de roaming.</p> <p>Les cartes prépayées d'opérateurs étrangers qui sont vendues en Belgique sont également</p>	<p>Het artikel maakt een einde aan de anonimiteit voor de mobiele openbare elektronische-communicatiediensten waarop wordt ingetekend met voorafbetaalde kaarten. Deze voorafbetaalde kaarten kunnen dus nog steeds worden gekocht maar niet langer anoniem.</p> <p>Zoals reeds bepaald in paragraaf 1 van artikel 127 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna de "WEC"), kan de procedure voor identificatie via een Koninklijk Besluit vastgelegd worden.</p> <p>Dit artikel is onder andere van toepassing op alle voorafbetaalde kaarten die verbonden zijn met een Belgisch MSISDN (d.w.z. een telefoonnummer), met een Belgische IMSI of met allebei. Algemeen gesteld is een IMSI gekoppeld aan een telefoonnummer van hetzelfde land. Dat is echter niet altijd het geval, omdat het nu eenmaal mogelijk is dat een van de twee identifiers Belgisch is en de andere buitenlands, om bijvoorbeeld de roamingkosten te beperken.</p> <p>De voorafbetaalde kaarten van buitenlandse operatoren die in België worden verkocht,</p>

couvertes par le présent article. Conformément à l'article 127, § 2, de la LCE, la vente de ces cartes est interdite en Belgique s'il apparaît que l'utilisateur final n'est pas identifié conformément à l'arrêté royal pris en exécution de l'article 127, § 1^{er}, de la LCE. Il est en effet évident que la vente en Belgique de cartes étrangères sans identification rend cette dernière impossible.

Cette suppression de l'anonymat pour les cartes prépayées est justifiée comme suit :

- 1) En 2005, le législateur a introduit dans l'article 127, § 3, une dérogation pour les cartes prépayées par rapport à l'interdiction pour un opérateur d'offrir des services qui rendent difficile ou impossible l'identification de l'appelant. Il avait également prévu dans l'article 127, § 1^{er}, une délégation au Roi pour que ce dernier fixe les modalités de l'identification des utilisateurs de cartes prépayées. L'intention du législateur était de mettre fin à l'anonymat pour les cartes prépayées.
- 2) Le législateur, en ne mettant pas directement fin à l'anonymat pour les cartes prépayées, avait pour but de favoriser la pénétration de la téléphonie mobile. Ce but est entièrement réalisé à l'heure actuelle.
- 3) La suppression de l'anonymat pour les cartes prépayées est une revendication déjà ancienne des autorités judiciaires (1999), des services de renseignement et de sécurité et des services d'urgence offrant de l'aide sur place. Pour ce qui concerne ces derniers, lors d'un appel d'urgence, ils sont en droit d'obtenir de manière automatique et systématique les données d'identification de l'appelant telles que

worden ook gedekt door dit artikel. Conform artikel 127, § 2, van de WEC, is de verkoop van deze kaarten verboden in België wanneer blijkt dat de eindgebruiker niet geïdentificeerd is in overeenstemming met het koninklijk besluit dat werd genomen ter uitvoering van artikel 127, § 1, van de WEC. Het spreekt immers voor zich dat de verkoop van buitenlandse kaarten zonder identificatie in België dit laatste onmogelijk maakt.

Dit wegnemen van de anonimiteit voor de voorafbetaalde kaarten wordt als volgt gerechtvaardigd:

- 1) In 2005 heeft de wetgever in artikel 127, § 3, een afwijking opgenomen voor de voorafbetaalde kaarten ten opzichte van het verbod voor een operator om diensten aan te bieden die het moeilijk of onmogelijk maken om de beller te identificeren. Hij heeft in artikel 127, § 1, eveneens bepaald dat een delegatie kan worden gegeven aan de Koning opdat deze laatste de nadere bepalingen voor de identificatie van de gebruikers van voorafbetaalde kaarten zou vastleggen. De bedoeling van de wetgever bestond erin om een einde te maken aan de anonimiteit voor de voorafbetaalde kaarten.
- 2) De wetgever, die niet rechtstreeks een einde maakte aan de anonimiteit voor de voorafbetaalde kaarten, had tot doel de penetratie van de mobiele telefonie te bevorderen. Dat doel is helemaal verwezenlijkt vandaag.
- 3) Het schrappen van de anonimiteit voor de voorafbetaalde kaarten is iets wat de gerechtelijke overheden (1999), de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden reeds lang vragen. Deze laatsten hebben, bij een noodoproep, het recht om automatisch en systematisch de identiteitsgegevens met betrekking tot de persoon die belt te krijgen, zoals die gedefinieerd zijn in

<p>définies à l'article 2, 57°, de la LCE, dans l'intérêt de la sécurité du citoyen (voir l'article 107 de la LCE).</p> <p>4) Les cartes prépayées sont très répandues dans les milieux criminels.</p> <p>5) L'identification de l'utilisateur d'un service de communications électroniques est la première étape à franchir par la Justice ou les services de renseignement ou de sécurité, avant de procéder, le cas échéant, à d'autres mesures. Sans identification, ces autres mesures perdent une grande partie de leur utilité.</p> <p>6) Actuellement, lorsque la Justice ou les services de renseignement ou de sécurité ne sont pas en mesure d'obtenir l'identification de l'utilisateur final dès lors que cet utilisateur a acheté une carte prépayée de manière anonyme, ils sont amenés à recourir à d'autres techniques pour tout de même identifier la personne recherchée. Ces autres techniques indirectes ont un coût plus important et sont plus intrusives dans la vie privée qu'une simple identification lors de l'achat d'une carte prépayée. Rendre plus efficace l'identification de la personne qui a souscrit à un service en supprimant l'anonymat pour les cartes prépayées a donc pour effet de diminuer les coûts pour la Justice et les services de renseignement et de sécurité (et le nombre de requêtes adressées aux opérateurs) et d'éviter une atteinte inutile à la vie privée de la personne en question et des personnes qui ont des liens avec cette dernière.</p> <p>7) Comme le relève le Conseil d'État dans son avis n° 58.750/4 du 18 janvier 2016, il convient de relever d'une part, que seuls les acheteurs de cartes prépayées bénéficiaient, à ce jour, de l'anonymat, contrairement aux</p>	<p>artikel 2, 57°, van de WEC, in het belang van de veiligheid van de burger (zie artikel 107 van de WEC).</p> <p>4) De voorafbetaalde kaarten zijn wijd verspreid in criminele kringen.</p> <p>5) De identificatie van de gebruiker van een elektronische-communicatiedienst is het eerste obstakel dat Justitie of de inlichtingen- of veiligheidsdiensten moeten overwinnen alvorens, desgevallend, andere maatregelen te treffen. Zonder identificatie verliezen deze andere maatregelen een groot deel van hun nut.</p> <p>6) Wanneer Justitie of de inlichtingen- of veiligheidsdiensten vandaag niet in staat zijn om de identificatie van de eindgebruiker te krijgen omdat deze gebruiker op anonieme wijze een voorafbetaalde kaart heeft gekocht, worden ze genoopt om een beroep te doen op andere technieken om toch de gezochte persoon te identificeren. Die indirecte andere technieken houden grotere kosten in en zijn indringender voor de persoonlijke levenssfeer dan een eenvoudige identificatie bij de aankoop van een voorafbetaalde kaart. De identificatie van een persoon die heeft ingetekend op een dienst efficiënter maken door de anonimiteit voor de voorafbetaalde kaarten weg te nemen heeft dus tot gevolg dat de kosten voor Justitie en de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (alook het aantal verzoeken gericht aan de operatoren) dalen en dat een onnodige inbreuk op de persoonlijke levenssfeer van de betrokken persoon en de personen die een band hebben met deze laatste, wordt vermeden.</p> <p>7) Zoals de Raad van State stelt in zijn advies nr. 58.750/4 van 18 januari 2016 moet enerzijds worden opgemerkt dat alleen de kopers van voorafbetaalde kaarten tot op heden anoniem konden blijven, in</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>titulaires d'abonnement, et d'autre part que, dès l'adoption de la LCE, ce régime d'anonymat a été conçu comme destiné à recevoir un caractère temporaire. Dans ce contexte, la disposition à l'examen a donc pour conséquence, en droit et en fait, de rétablir un traitement non différencié entre les utilisateurs des services de communications électroniques concernés, et ainsi, de mettre fin à un traitement différencié temporaire plus favorable aux utilisateurs de cartes prépayées.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2, 3, 4, 5, 6 et 8 de l'article 127, § 1^{er}, sont applicables à l'ensemble des services de communications électroniques. Par contre, le nouvel alinéa sept de cette disposition complète la délégation du Roi octroyée par l'article 127, § 1er, de la loi pour les services mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée.</p>	<p>tegenstelling tot abonneerders, en anderzijds dat vanaf de aanneming van de WEC dit stelsel van anonimiteit is opgevat als zijnde bestemd om een tijdelijk karakter te krijgen. In die context heeft de onderzochte bepaling dus tot gevolg, in rechte en in feite, dat er een ongedifferentieerde behandeling wordt hersteld tussen de gebruikers van de betreffende elektronische-communicatiediensten, en aldus een einde wordt gemaakt aan een tijdelijke, gedifferentieerde behandeling, die gunstiger was voor de gebruikers van voorafbetaalde kaarten.</p> <p>De nieuwe leden 2, 3, 4, 5, 6, en 8 van artikel 127, § 1, zijn van toepassing op alle elektronische-communicatiediensten. Het nieuwe, zevende lid, van deze bepaling vervolledigt echter de delegatie van de Koning die is verleend door artikel 127, § 1, van de wet voor de mobiele diensten die worden verstrekt op basis van een voorafbetaalde kaart.</p>
<p>2. <u>Procédure</u></p>	<p>2. <u>Procedure</u></p>
<p>Du 7 au 14 décembre 2015, une consultation publique a été organisée sur l'avant-projet de loi.</p> <p>Le 16 décembre 2015, la Commission de la protection de la vie privée (ci-après la CPVP) a rendu son avis n° 54/2015 sur l'avant-projet de loi. Cet avis a été pris en compte de la manière suivante.</p> <p>Au point 10 de son avis, la CPVP indique que les éléments suivants sont absents de la loi :</p> <p>a) la désignation du responsable du traitement ; b) l'indication des personnes qui ont accès aux données ;</p>	<p>Van 7 tot 14 december 2015 is er een openbare raadpleging gehouden over het voorontwerp van wet.</p> <p>Op 16 december 2015 heeft de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (hierna de CBPL) haar advies nr. 54/2015 over het voorontwerp van wet verstrekt. Met dat advies is op de volgende wijze rekening gehouden.</p> <p>In punt 10 van haar advies vermeldt de CBPL dat de volgende elementen ontbreken in de wet:</p> <p>a) de aanduiding van de verantwoordelijke voor de verwerking; b) de bepaling wie toegang heeft tot de gegevens;</p>

<p>c) la définition du délai de conservation.</p> <p>Ces remarques ont été prises en compte comme suit :</p> <p>a) L'article 127 de la LCE indique dorénavant qui est le responsable du traitement, à savoir l'opérateur.</p> <p>b) L'article 126, § 2, tel qu'il sera modifié par la loi relative à la conservation des données dans le secteur des communications électroniques en projet, indique déjà les autorités qui ont accès aux données conservées, ces données englobant les données collectées en vertu de l'article 127.</p> <p>c) L'article 126, tel qu'il sera modifié par la loi relative à la conservation des données dans le secteur des communications électroniques, indique déjà le délai de conservation.</p> <p>Au point 10 de son avis, la CPVP indique vouloir examiner les arrêtés royaux qui mettent en œuvre l'article 127. Or, l'article 127, § 1^{er}, de la LCE prévoit déjà que l'avis de la CPVP pour l'arrêté royal d'exécution de cet article est obligatoire.</p> <p>Au point 19 de son avis, la CPVP indique que le contrôle du numéro de registre national par les autorités judiciaires et les services de renseignement et de sécurité doit être effectué en fonction des circonstances et que chaque acheteur d'une carte prépayée ne doit pas être identifié via le numéro de registre national. Cette préoccupation est prise en compte dès lors que les opérateurs conserveront le numéro de registre national mais n'auront pas accès à ce registre. Ce sont les autorités judiciaires et les services de renseignement et de sécurité, qui, sur la base du numéro de registre national obtenu de l'opérateur, pourront avoir accès à ce registre.</p> <p>Dans son avis, la CPVP indique que les données</p>	<p>c) de vastlegging van de bewaartermijn.</p> <p>Met deze opmerkingen is rekening gehouden als volgt:</p> <p>a) Artikel 127 van de WEC vermeldt voortaan wie verantwoordelijk is voor de verwerking, namelijk de operator.</p> <p>b) Artikel 126, § 2, zoals dit zal worden gewijzigd bij de wet betreffende de bewaring van gegevens in de elektronische-communicatiesector in voorbereiding, vermeldt reeds de overheden die toegang hebben tot de bewaarde gegevens; deze gegevens omvatten de gegevens die verzameld zijn krachtens artikel 127.</p> <p>c) Artikel 126, zoals dit zal worden gewijzigd bij de wet betreffende de bewaring van gegevens in de elektronische-communicatiesector, vermeldt reeds de bewaartermijn.</p> <p>In punt 10 van haar advies vermeldt de CBPL dat zij de koninklijke besluiten die artikel 127 ten uitvoer leggen, wil onderzoeken. Welnu, artikel 127, § 1, van de WEC schrijft reeds voor dat het advies van de CBPL verplicht is voor het koninklijk besluit dat dit artikel uitvoert.</p> <p>In punt 19 van haar advies vermeldt de CBPL dat de controle van het rijksregisternummer door de gerechtelijke overheden en inlichtingen- en veiligheidsdiensten moet geschieden in het licht van de omstandigheden en dat niet elke koper van een voorafbetaalde kaart via het rijksregisternummer dient te worden geïdentificeerd. Met deze bezorgdheid wordt rekening gehouden omdat de operatoren nu eenmaal het rijksregisternummer bewaren, maar geen toegang zullen hebben tot dat register. Het zijn de gerechtelijke overheden en inlichtingen- en veiligheidsdiensten, die, op basis van het rijksregisternummer dat verkregen is van de operator, toegang zullen kunnen krijgen tot dat register.</p> <p>In haar advies schrijft de CBPL dat de gegevens</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ne peuvent être utilisées à des fins commerciales.

Or, d'une part, l'article 126, § 2, de la LCE, tel qu'il sera modifié par la loi relative à la conservation des données dans le secteur des communications électroniques en projet, prévoit déjà que « Sans préjudice d'autres dispositions légales, les fournisseurs et opérateurs visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, ne peuvent utiliser les données conservées en vertu du paragraphe 3 pour d'autres finalités. ».

D'autre part, il est également correct que le service clientèle de l'opérateur doit, dans le cadre de l'exécution du service aux clients prépayés (comme le fait de répondre aux questions, la mise à jour des données et la résolution des problèmes) et moyennant l'accord du client prépayé, avoir accès aux données d'identité. Les clients qui ont donné leur accord sur ce point s'attendent également à ce que cela soit le cas.

Par conséquent, les opérateurs ne peuvent pas utiliser à titre commercial les données d'identification collectées en vertu de l'article 127 de la LCE, qui sont conservées en vertu de l'article 126 de la LCE, mais ils peuvent collecter et conserver à titre commercial des données d'identification d'utilisateurs de cartes prépayées conformément à l'article 122 (applicable si une facture est envoyée) ou la législation générale sur la protection de la vie privée.

Dans son avis, la CPVP indique que les données collectées pour les autorités doivent être conservées séparément des données commerciales. L'avis de la CPVP est suivi, dès lors que l'article 126, § 4, 3^o, de la LCE, tel qu'il sera modifié par la loi relative à la conservation des données dans le secteur des communications électroniques, prévoit déjà que les opérateurs « garantissent que l'accès aux données conservées pour répondre aux demandes des autorités visées au paragraphe 2 n'est effectué que par un ou plusieurs

niet mogen worden gebruikt voor commerciële doeleinden.

Welnu, artikel 126, § 2, van de WEC, zoals het zal worden gewijzigd bij de wet betreffende de bewaring van gegevens in de elektronische-communicatiesector in voorbereiding, schrijft reeds voor: "Onverminderd andere wettelijke voorschriften mogen de aanbieders en operatoren bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, de krachtens paragraaf 3 bewaarde gegevens niet gebruiken voor andere doeleinden."

Anderzijds klopt het ook dat de klantendienst van de operator, in het kader van de uitvoering van de dienstverlening aan de prepaidklanten - zoals het beantwoorden van vragen, het updaten van gegevens en het oplossen van problemen - en mits de prepaidklant zijn akkoord geeft, ook toegang tot identiteitsgegevens moet hebben. De klanten die hiertoe hun akkoord hebben gegeven zullen dit ook verwachten.

De operatoren mogen bijgevolg de identificatiegegevens die worden verzameld krachtens artikel 127 van de WEC en die worden bewaard krachtens artikel 126 van de WEC niet gebruiken voor commerciële doeleinden maar ze mogen identificatiegegevens van gebruikers van voorafbetaalde kaarten verzamelen en bewaren voor commerciële doeleinden in overeenstemming met artikel 122 (van toepassing wanneer een factuur wordt verstuurd) of de algemene wetgeving rond de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

In haar advies schrijft de CBPL dat de voor de overheden ingewonnen gegevens afzonderlijk moeten worden bewaard van de commerciële data. Het advies van de CBPL wordt gevolgd, aangezien artikel 126, § 4, 3^o, van de WEC, zoals het zal worden gewijzigd bij de wet betreffende de bewaring van gegevens in de elektronische-communicatiesector, reeds bepaalt dat de operatoren "garanderen dat de toegang tot de bewaarde gegevens om te antwoorden op de vragen van de autoriteiten bedoeld in paragraaf 2, enkel gebeurt door een

<p>membres de la Cellule de coordination visée à l'article 126/1, § 1^{er} ».</p> <p>L'avis n°58.750/4 du 18 janvier 2016 du Conseil d'État a été suivi.</p> <p>Le Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision a été consulté en date du [à compléter].</p>	<p>of meer leden van de Coördinatiecel bedoeld in artikel 126/1, § 1".</p> <p>Advies nr. 58.750/4 van 18 januari 2016 van de Raad van State werd gevolgd.</p> <p>Het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie werd geraadpleegd op [aan te vullen].</p>
COMMENTAIRES DES ARTICLES	ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING
<u>Article 2</u>	<u>Artikel 2</u>
<u>L'opérateur comme responsable du traitement</u>	<u>De operator als verantwoordelijke voor de verwerking</u>
Pour répondre à l'avis de la CPVP, l'article 127 prévoit dorénavant que l'opérateur est le responsable du traitement au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.	Om te beantwoorden aan het advies van de CBPL bepaalt artikel 127 voortaan dat de operator verantwoordelijk is voor de verwerking in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.
<u>La responsabilité de la personne physique ou morale par rapport à l'utilisation de la carte</u>	<u>De verantwoordelijkheid van de natuurlijke of rechtspersoon voor het gebruik van de kaart</u>
Le principe selon lequel la personne physique ou morale identifiée est responsable de l'utilisation du service de communications électroniques qui lui est fourni est actuellement implicite dans la législation. Dorénavant, ce principe essentiel sera explicitement repris dans la loi, ce qui présente plusieurs avantages. Premièrement, cela évite des divergences d'interprétation concernant ce principe. Deuxièmement, cela permettra une meilleure connaissance de ce principe auprès des utilisateurs finals.	Het principe dat de geïdentificeerde natuurlijke of rechtspersoon verantwoordelijk is voor het gebruik van de elektronische-communicatiedienst die aan hem wordt verstrekt, staat nu impliciet in de wetgeving. Voortaan zal dit fundamentele principe uitdrukkelijk worden opgenomen in de wet, hetgeen verschillende voordelen biedt. Ten eerste vermijdt dit verschillen in interpretatie over dit principe. Ten tweede zal dit een betere kennis van dit principe onder de eindgebruikers mogelijk maken. Ten derde kan

<p>Troisièmement, cela permet d'éviter que des personnes s'identifient à la légère pour permettre à des tiers d'obtenir un service de communications électroniques.</p> <p>Quatrièmement, cela devrait avoir pour effet d'encourager l'utilisateur réel du service à s'identifier. Or c'est ce dernier que les autorités judiciaires, les services de renseignement et de sécurité et les services d'urgence offrant de l'aide sur place recherchent. La nouvelle règle ne fait pas obstacle à ce qu'un parent s'identifie pour un service de communications électroniques utilisé par un enfant.</p>	<p>hiermee worden voorkomen dat personen zichzelf lichtzinnig identificeren om derden in staat te stellen een elektronische-communicatiedienst te verkrijgen. Ten vierde zou dit ertoe moeten leiden dat de werkelijke gebruiker van de dienst wordt aangemoedigd om zich te identificeren. Nu is het dat laatste wat de gerechtelijke autoriteiten, de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, nastreven. De nieuwe regel belet niet dat een ouder zich identificeert voor een elektronische-communicatiedienst die door een kind wordt gebruikt.</p>
<p><u>Les données à collecter pour identifier l'utilisateur final font partie des données à conserver en vertu de l'article 126.</u></p>	<p><u>De gegevens die moeten worden vergaard om de eindgebruiker te identificeren maken deel uit van de gegevens die moeten worden bewaard krachtens artikel 126.</u></p>
<p>Cet ajout est nécessaire pour répondre au point 14 de l'avis n° 54/2015 du 16 décembre 2015 de la CPVP. Dans cet avis, la Commission précise qu'il est nécessaire de préciser dans l'avant-projet de loi « la nature des données, à savoir les données d'identification devant être conservées en vertu de l'article 126 [...] ». Les données à collecter pour identifier l'utilisateur final ne constituent qu'une partie des données à conserver par les opérateurs pour les autorités en vertu de l'article 126.</p>	<p>Deze toevoeging is nodig om tegemoet te komen aan punt 14 van advies nr. 54/2015 van 16 december 2015 van de CBPL. In dat advies verduidelijkt de Commissie dat in het voorontwerp van wet de "aard van de gegevens" moet worden bepaald, namelijk "de identificatiegegevens die krachtens artikel 126 moeten worden bewaard". De gegevens die moeten worden vergaard om de eindgebruiker te identificeren, vormen slechts een deel van de gegevens die de operatoren voor de autoriteiten moeten bewaren krachtens artikel 126.</p>
<p><u>L'emploi du numéro de registre national</u></p>	<p><u>Het gebruik van het rijksregisternummer</u></p>
<p>L'ajout de la possibilité pour un opérateur ou un tiers d'utiliser le numéro de registre national est nécessaire pour répondre au point 17 de l'avis n° 54/2015 du 16 décembre 2015 de la CPVP. Dans cet avis, cette dernière indique qu'il convient de « mentionner explicitement dans la loi <i>relative aux communications électroniques</i> l'utilisation du numéro de Registre national, exclusivement en ce qui concerne les cartes prépayées ».</p>	<p>De toevoeging van de mogelijkheid voor een operator of een derde om het rijksregisternummer te gebruiken is nodig om tegemoet te komen aan punt 17 van advies nr. 54/2015 van 16 december 2015 van de CBPL. In dat advies zegt de Commissie dat het aanbeveling verdient "het gebruik van het Rijksregisternummer voor wat uitsluitend voorafbetaalde kaarten betreft expliciet in [...] de wet van 13 juni 2005 <i>betreffende de</i></p>

<p>L'avant-projet de loi suit cet avis avec la nuance que le numéro de registre national pourra être utilisé tant pour les cartes prépayées que pour les abonnements. Ceci dès lors que la législation doit rester technologiquement neutre.</p>	<p><i>elektronische communicatie</i> op te nemen". Het voorontwerp van wet volgt dit advies met die nuance dat het rijksregisternummer zal mogen worden gebruikt voor zowel voorafbetaalde kaarten als voor abonnementen. Dit omdat de wetgeving technologisch neutraal moet blijven.</p>
<p><u>La copie de documents</u></p>	<p><u>De kopie van documenten</u></p>
<p>Il doit être autorisé à réaliser une copie (papier ou électronique) du document établissant l'identité de la personne concernée parce que recopier les noms et prénoms d'une personne rédigés dans une langue étrangère entraîne un risque d'erreur d'encodage.</p> <p>Il n'est pas possible de déterminer dans la loi qu'une copie de la carte d'identité est toujours autorisée ou ne l'est jamais car une copie de la carte d'identité sera nécessaire dans certains cas mais pas dans d'autres . C'est pourquoi la loi rend possible une copie de la carte d'identité mais laisse au Roi le soin de déterminer dans quelles hypothèses une copie du document d'identité est obligatoire ou permise.</p>	<p>Het moet worden toegestaan om een (papieren of elektronische) kopie te maken van het document dat de identiteit van de betrokken persoon vaststelt omdat het overschrijven van iemands namen en voornamen in een vreemde taal een risico inhoudt voor een foutieve codering.</p> <p>Het is niet mogelijk om in de wet te bepalen dat een kopie van de identiteitskaart altijd is toegestaan of nooit is toegestaan, omdat een kopie van de identiteitskaart in sommige gevallen nodig zal zijn maar in andere gevallen niet. Daarom maakt de wet een kopie van de identiteitskaart mogelijk maar laat ze aan de Koning de zorg over om te bepalen in welke hypothesen een kopie van het identiteitsstuk verplicht of toegestaan is.</p>
<p><u>La possibilité de prévoir des méthodes d'identification différentes selon le moment où une carte prépayée est achetée</u></p>	<p><u>De mogelijkheid om in identificatiemethodes te voorzien die verschillen volgens het moment waarop een voorafbetaalde kaart wordt gekocht</u></p>
<p>Dans son avis, le Conseil d'État indique qu'il n'est pas nécessaire d'abroger l'article 127, § 3. Cet avis est suivi mais il est ajouté que le Roi peut adopter des méthodes d'identification différentes assorties de dates d'entrée en vigueur différentes selon le moment où la carte prépayée est activée. Cela permettra au Roi de prévoir pour les anciennes cartes prépayées, soit les cartes activées avant une certaine date, d'une part, des méthodes d'identification plus souples que les méthodes d'identification pour les nouvelles cartes</p>	<p>In zijn advies vermeldt de Raad van State dat het niet nodig is om artikel 127, § 3, op te heffen. Dat advies wordt gevolgd maar er wordt toegevoegd dat de Koning verschillende identificatiemethodes kan aannemen die gepaard gaan met verschillende datums van inwerkingtreding, volgens het moment waarop de voorafbetaalde kaart wordt geactiveerd. Dit zal de Koning in staat stellen om voor de eerder geactiveerde kaarten, namelijk de kaarten die voor een bepaalde datum gekocht zijn, enerzijds, soepelere identificatiemethodes</p>

<p>prépayées et, d'autre part, une date d'entrée en vigueur des obligations pour ces anciennes cartes qui est ultérieure par rapport à la date d'entrée en vigueur des obligations pour les nouvelles cartes.</p> <p>La possibilité de prévoir des dates d'entrée en vigueur différentes selon les mesures concernées permettra d'éviter que l'exception prévue au paragraphe 3 de l'article 127 ne soit levée en une seule fois mais bien au fur et à mesure que les mesures prévues par l'arrêté royal entrent en vigueur.</p>	<p>vast te stellen dan de identificatiemethodes voor de nieuwe voorafbetaalde kaarten en anderzijds, een datum van inwerkingtreding van de verplichtingen voor deze vroegere kaarten die later valt dan de datum van inwerkingtreding van de verplichtingen voor de nieuwe kaarten.</p> <p>Dankzij de mogelijkheid om verschillende data van inwerkingtreding in te voeren volgens de maatregel in kwestie zal kunnen vermeden worden dat de uitzondering waarin paragraaf 3 van artikel 127 voorziet, in één keer wordt opgeheven in plaats van naargelang de maatregelen vastgelegd in het koninklijk besluit in werking treden.</p>
<p>Article 3</p>	<p>Artikel 3</p>
<p>L'arrêté royal relatif à l'identification de l'utilisateur final des services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée déterminera la manière dont un opérateur peut identifier ses utilisateurs finals. Cette identification peut entre autres se faire via une vérification sur la base d'une transaction bancaire en ligne.</p> <p>Cette dernière méthode d'identification constitue la base de la présente proposition. L'identification via transaction bancaire implique que l'utilisateur final d'une carte prépayée (prepaid) puisse s'identifier sur la base d'une transaction bancaire électronique liée à la carte prépayée. Cette méthode est soumise à plusieurs conditions: (1) la transaction est liée à un compte bancaire dont l'identité du titulaire a préalablement été vérifiée. Cette méthode ne peut pas être appliquée en cas de carte bancaire non traçable, (2) la banque est établie en Belgique. L'opérateur concerné enregistre la référence de la transaction bancaire.</p> <p>L'identification de l'utilisateur final d'une carte prépayée se fait via l'exercice de deux</p>	<p>Het koninklijk besluit betreffende de identificatie van de eindgebruiker van mobiele openbare elektronische communicatiediensten die worden geleverd op basis van een voorafbetaalde kaart, zal de manieren bepalen waarop een operator zijn eindgebruikers kan identificeren. Dit kan o.a. gebeuren door verificatie op basis van een online banktransactie.</p> <p>Laatstgenoemde identificatiemethode vormt de grondslag van voorliggend voorstel. De identificatie via banktransactie houdt in dat de eindgebruiker van een voorafbetaalde kaart (prepaid) zichzelf kan identificeren op basis van een elektronische banktransactie die verband houdt met de voorafbetaalde kaart. Deze methode is onderworpen aan meerdere voorwaarden: (1) de transactie is verbonden aan een bankrekening waarvan de identiteit van de houder vooraf is geverifieerd. Deze methode mag niet worden toegepast in geval van een niet traceerbare bankkaart, (2) de bank is in België gevestigd. De betrokken operator slaat de referentie van de banktransactie op.</p> <p>Het identificeren van de eindgebruiker van een voorafbetaalde kaart geschiedt via de</p>

<p>réquisitions :</p> <p>1° une réquisition d'un opérateur d'un réseau de communications électroniques, pour l'obtention d'une référence de la transaction bancaire, et</p> <p>2° une réquisition d'une banque ou institution financière pour l'obtention de l'identité de la personne qui se cache derrière cette transaction bancaire.</p> <p>Conformément à la Loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, la Sûreté de l'État et le Service général du renseignement et de la sécurité des Forces armées sont habilités à requérir un opérateur d'un réseau de communications électroniques ou un fournisseur d'un service de communications électroniques d'identifier l'abonné ou l'utilisateur habituel d'un service ou moyen de communication électronique. Cette compétence (classée à l'origine dans la catégorie des « méthodes spécifiques ») a été requalifiée, par la Loi du 5 février 2016 modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice (la loi dite pot-pourri II), comme une méthode de renseignement ordinaire. Contrairement aux autres méthodes ordinaires, une série de conditions matérielles et formelles supplémentaires ont toutefois été fixées (compétence uniquement dans le chef du chef de service ou de son délégué et non dans le chef de tout agent de renseignement, enregistrement obligatoire) ainsi qu'un mécanisme de surveillance extérieur supplémentaire (notification mensuelle obligatoire du Comité permanent R qui à son tour en rend compte au Parlement et aux ministres compétents).</p> <p>La sollicitation auprès d'une banque ou d'une institution financière d'informations sur les transactions bancaires par un service de renseignement et de sécurité (article 18/15 de la Loi du 30 novembre 1998) n'est par contre possible que via la procédure définie dans la Loi du 30 novembre 1998 d'application pour la</p>	<p>uitoefening van twee vorderingen:</p> <p>1^e een vordering van een operator van een elektronisch communicatienetwerk, voor het bekomen van een referentie van de banktransactie, en</p> <p>2^e een vordering van een bank of financiële instelling voor het bekomen van de identiteit van de persoon die schuilgaat achter deze banktransactie.</p> <p>Op grond van de Wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten hebben de Veiligheid van de Staat en de Algemene Dienst Inlichting en Veiligheid bij de Krijgsmacht de bevoegdheid om een operator van een elektronisch communicatienetwerk of een verstrekker van een elektronische communicatiedienst te vorderen om de abonnee of gewoonlijke gebruiker van een elektronische communicatiedienst of -middel te identificeren. Deze bevoegdheid – die oorspronkelijk ondergebracht werd in de categorie van “specifieke methoden” – werd bij Wet van 5 februari 2016 tot wijziging van het strafrecht en de strafvordering en houdende diverse bepalingen inzake justitie (de zogenaamde Potpourriwet 2), geherkwalificeerd als een gewone inlichtingenmethode. In tegenstelling tot de andere gewone methoden werden wel een aantal bijkomende materiële en formele voorwaarden gesteld (bevoegdheid enkel in hoofde van het diensthoofd of zijn gedelegeerde, en niet in hoofde van eender welke inlichtingenagent, verplichte registratie) alsook een bijkomend extern toezichtmechanisme (verplichte maandelijkse notificatie aan het Vast Comité I die op zijn beurt hierover rapporteert aan het Parlement en de bevoegde ministers).</p> <p>Het opvragen bij een bank of financiële instelling van informatie over banktransacties door een inlichtingen- en veiligheidsdienst (artikel 18/15 Wet van 30 november 1998) kan daarentegen enkel via de in de Wet van 30 november 1998 vastgelegde procedure van toepassing bij de categorie van “uitzonderlijke</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>catégorie des « méthodes exceptionnelles ». Cette procédure nécessite un avis conforme préalable de la Commission BIM (la commission chargée de la surveillance des méthodes spécifiques et exceptionnelles de recueil de données par les services de renseignement et de sécurité) et l'autorisation du chef de service. Les méthodes exceptionnelles sont également soumises à des conditions d'application strictes.</p>	<p>methoden". Deze procedure vereist een voorafgaand eensluidend advies van de BIM-Commissie (de commissie belast met het toezicht op de specifieke en uitzonderlijke methoden voor het verzamelen van gegevens door de inlichtingen- en veiligheidsdiensten) en de machtiging van het diensthoofd. Uitzonderlijke methoden zijn eveneens onderhevig aan strenge toepassingsvoorwaarden.</p>
<p>Les différentes procédures auxquelles sont soumises les deux réquisitions font en sorte que la méthode d'identification via transaction bancaire (au fond une identification de l'utilisateur d'un service de communications électroniques) devienne dans les faits une méthode exceptionnelle. C'est contraire à l'objectif poursuivi dans la Loi Pot-pourri II.</p>	<p>De verschillende procedures waar beide vorderingen aan onderhevig zijn zorgt ervoor dat de identificatiemethode via banktransactie – in wezen een identificatie van de gebruiker van een elektronische communicatiedienst – in de feiten een uitzonderlijke methode verwordt. Dit is in strijd met de doelstelling nagestreefd in de Potpourriwet 2.</p>
<p>En outre, il convient de garder à l'esprit que pour l'identification de l'utilisateur final d'une carte prépayée, l'information qui est demandée à la banque sert uniquement à retrouver l'identité de celui qui a effectué une transaction bancaire, et par conséquent, ne vise pas à avoir un aperçu de la situation financière de cette personne. Pour obtenir des informations concernant les comptes bancaires, le règlement actuel (méthode exceptionnelle) reste donc d'application. La méthode ordinaire permet de demander en d'autres termes uniquement le nom, le prénom, le sexe, la nationalité, le lieu et la date de naissance, l'adresse et le numéro de registre national de la personne qui est associée au numéro de compte en banque, et ce uniquement dans le cadre de l'identification de l'utilisateur d'une carte SIM prépayée.</p>	<p>Daarenboven dient indachtig gehouden te worden dat bij identificeren van de eindgebruiker van een voorafbetaalde kaart de informatie die aan de bank gevraagd wordt enkel dient om de identiteit te achterhalen van degene die een banktransactie verricht heeft, en er bijgevolg niet op gericht is een zicht te krijgen op de financiële situatie van deze persoon. Om informatie omtrent bankrekeningen te verkrijgen blijft de huidige regeling (uitzonderlijke methode) dus van toepassing. Via de gewone methode kan men met andere woorden enkel naam, voornaam, geslacht, nationaliteit, geboorteplaats en – datum, adres en rijksregisternummer van de persoon die gekoppeld is aan het bankrekeningnummer opvragen en dit enkel in het kader van het identificeren van de gebruiker van een prepaid sim kaart.</p>
<p>Enfin, l'on peut souligner le fait que, dans la présente proposition, l'identification de l'utilisateur final d'une carte prépayée devient il est vrai une méthode ordinaire, mais qu'il y a tout de même des garanties supplémentaires par rapport à d'autres méthodes ordinaires. Ainsi, l'information ne peut pas être sollicitée par n'importe qui, mais seuls le chef de service ou son délégué y sont habilités. De plus, les services de renseignement et de sécurité tiennent un registre de toutes les</p>	<p>Er kan tenslotte op gewezen worden dat in het voorliggend voorstel het identificeren van de eindgebruiker van een voorafbetaalde kaart weliswaar een gewone methode wordt, maar dat er toch extra waarborgen gelden ten opzichte van andere gewone methoden. Zo mag de informatie niet door eender wie opgevraagd worden maar is enkel het diensthoofd of zijn gedelegeerde hiertoe gemachtigd. Ook moeten de inlichtingen- en veiligheidsdiensten een register bijhouden van</p>

identifications requises et doivent transmettre chaque mois une liste de ces réquisitions au Comité R.	alle gevorderde identificaties en moeten ze maandelijks een lijst van deze vorderingen overmaken aan het Comité I.

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - Projet de loi portant modification de l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques et de l'article 16/2 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité	... - Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 127 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en van artikel 16/2 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst
Philippe, Roi des Belges,	Filip, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Sur la proposition du Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste,	Op de voordracht van de Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post,
NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :	HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:
Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste est chargé de présenter et de déposer en notre nom à la Chambre des représentants le projet de loi dont la teneur suit :	De Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post is ermee belast het ontwerp van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in onze naam aan de Kamer van volksvertegenwoordigers voor te leggen en in te dienen:
CHAPITRE 1^{er}. — Objet	HOOFDSTUK 1. — Voorwerp
Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.	Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.
CHAPITRE 2. — Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques	HOOFDSTUK 2. — Wijzigingen van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie
Art. 2. Dans l'article 127, § 1 ^{er} , de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, modifié par les lois des 4 février 2010, 10 juillet 2012, 27 mars 2014 et XX, sept alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1 ^{er} et 2 :	Art. 2. In artikel 127, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, gewijzigd bij de wetten van 4 februari 2010, 10 juli 2012, 27 maart 2014 en XX, worden tussen het eerste en het tweede lid zeven leden ingevoegd, luidende:
« Pour ce qui concerne l'identification de l'utilisateur final, l'opérateur est le responsable du traitement au sens de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère	“Wat de identificatie van de eindgebruiker betreft, is de operator verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van

personnel.	persoonsgegevens.
La personne physique ou morale identifiée est responsable de l'utilisation du service de communications électroniques qui lui est fourni.	De geïdentificeerde natuurlijke of rechtspersoon is verantwoordelijk voor het gebruik van de elektronische-communicatiedienst die aan hem wordt verstrekt.
Les données à collecter pour identifier l'utilisateur final font partie des données à conserver en vertu de l'article 126.	De gegevens die moeten worden vergaard om de eindgebruiker te identificeren maken deel uit van de gegevens die moeten worden bewaard krachtens artikel 126.
Afin d'identifier l'utilisateur final, le numéro de registre national peut être collecté par l'opérateur ou un tiers. Seul l'opérateur peut conserver ce numéro.	Teneinde de eindgebruiker te identificeren mag het rijksregisternummer opgevraagd worden door de operator of een derde. Enkel de operator mag dat nummer bewaren.
Le Roi détermine les cas dans lesquels l'opérateur peut ou doit faire une copie du document permettant d'établir l'identité de l'utilisateur final.	De Koning bepaalt de gevallen waarin de operator een kopie van het document waarmee de identiteit van de eindgebruiker kan worden vastgesteld, mag of moet nemen.
Le Roi peut prévoir des méthodes d'identification différentes assorties de dates d'entrée en vigueur différentes selon que les cartes prépayées visées au paragraphe 3 sont activées avant ou après une date qu'il fixe.	De Koning kan verschillende identificatiemethodes gepaard gaande met verschillende data van inwerkingtreding vastleggen naargelang de in paragraaf drie bedoelde prepaidkaarten vóór of na een door Hem vastgelegde datum worden geactiveerd.
CHAPITRE 3. — Modifications de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité	HOOFDSTUK 3. — Wijzigingen van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst
Art. 3. Dans l'article 16/2 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité, inséré par la loi du 5 février 2016, les modifications suivantes sont apportées :	Art. 3. In artikel 16/2 van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdienst, ingevoegd bij de wet van 5 februari 2016 , worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° les actuels alinéas 1 ^{er} à 4 formeront le paragraphe 1 ^{er} ;	1° het huidige eerste tot vierde lid zullen de paragraaf 1 vormen;
2° il est inséré un paragraphe 2, rédigé comme suit :	2° er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidende:
« § 2. Les services de renseignement et de sécurité peuvent, dans l'intérêt de l'exercice de leurs missions, requérir le concours d'une banque ou d'une institution financière pour procéder à l'identification de l'utilisateur final	“§ 2. De inlichtingen- en veiligheidsdiensten kunnen, in het belang van de uitoefening van hun opdrachten, de medewerking vorderen van een bank of financiële instelling om over te gaan tot het identificeren van de in de wet van 13 juni

<p>d'une carte prépayée visé dans la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, sur la base de la référence de la transaction bancaire électronique qui est liée à la carte prépayée et qui a préalablement été communiquée aux services de renseignement et de sécurité concernés.</p> <p>La réquisition est effectuée par écrit par le chef de service ou son délégué. En cas d'urgence, le chef de service ou son délégué peut requérir ces données verbalement. Cette réquisition verbale est confirmée dans un délai de vingt-quatre heures par une réquisition écrite.</p> <p>Toute banque et toute institution financière qui est requise donne sans délai au chef de service ou à son délégué les données qui ont été demandées.</p> <p>Les données d'identification que les services de renseignement et de sécurité reçoivent dans le cadre de l'exercice de la méthode visée au présent paragraphe, se limitent aux données d'identification qu'ils reçoivent dans le cadre de l'exercice de la méthode visée au paragraphe 1^{er}. » ;</p>	<p>2005 betreffende de elektronische communicatie bedoelde eindgebruiker van een voorafbetaalde kaart, op basis van de referentie van de elektronische banktransactie die verband houdt met de voorafbetaalde kaart en die voorafgaand aan de betrokken inlichtingen- en veiligheidsdienst werd meegedeeld.</p> <p>De vordering gebeurt schriftelijk door het diensthoofd of zijn gedelegeerde. In geval van hoogdringendheid kan het diensthoofd of zijn gedelegeerde deze gegevens mondeling vorderen. Deze mondelinge vordering wordt binnen de vierentwintig uur bevestigd door een schriftelijke vordering.</p> <p>Iedere bank en iedere financiële instelling die wordt gevorderd, verstrekt aan het diensthoofd of zijn gedelegeerde onverwijld de gegevens waar om werd verzocht.</p> <p>De identificatiegegevens die de inlichtingen- en veiligheidsdiensten binnen het uitoefenen van de in deze paragraaf bedoelde methode ontvangen, zijn beperkt tot de identificatiegegevens die zij ontvangen binnen het uitoefenen van de in paragraaf 1 bedoelde methode.”;</p>
<p>3° l'actuel alinéa 5 formera le paragraphe 3 ;</p>	<p>3° het huidige vijfde lid zal de paragraaf 3 vormen;</p>
<p>4° dans le texte néerlandais, dans l'actuel sixième alinéa, dont le texte formera le paragraphe 4, les mots « inlichtingen- en veiligheidsdiensten » sont remplacés par les mots « inlichtingen- en veiligheidsdienst ».</p>	<p>4° in het huidige zesde lid, waarvan de tekst paragraaf 4 zal vormen, worden de woorden “inlichtingen- en veiligheidsdiensten” vervangen door de woorden “inlichtingen- en veiligheidsdienst”.</p>
<p>Donné à</p>	<p>Gegeven te</p>

PAR LE ROI :	VAN KONINGSWEGE:
Le Ministre de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste	De Minister van Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post
A. DE CROO	
Le Ministre de la Justice	De Minister van Justitie
K. GEENS	

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - ARRÊTÉ ROYAL RELATIF À L'IDENTIFICATION DE L'UTILISATEUR FINAL DE SERVICES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES PUBLICS MOBILES FOURNIS SUR LA BASE D'UNE CARTE PRÉPAYÉE	... - KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE IDENTIFICATIE VAN DE EINDGEBRUIKER VAN MOBIELE OPENBARE ELEKTRONISCHE-COMMUNICATIEDIENSTEN DIE WORDEN GELEVERD OP BASIS VAN EEN VOORAFBETAALDE KAART
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralités	Algemeen
<p>Le présent projet d'arrêté royal vise à exécuter l'article 127, § 1er, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la « LCE »), spécifiquement en ce qui concerne l'identification des utilisateurs de cartes prépayées de services de communications électroniques mobiles. Ce projet s'inscrit dans les mesures visant à lutter contre le terrorisme et à lutter contre la traite des êtres humains. Il fait suite à la modification de l'art. 127 par la loi du XXX.</p> <p>Il fixe des obligations à charge des utilisateurs de ces cartes ainsi qu'à charge des entreprises concernées (les « opérateurs belges et étrangers ») qui fournissent par l'intermédiaire de ces cartes des services de communications mobiles.</p>	<p>Het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit heeft tot doel artikel 127, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna de "WEC") uit te voeren, meer bepaald wat betreft de identificatie van de gebruikers van voorafbetaalde kaarten voor diensten voor mobiele elektronische communicatie. Het onderhavige ontwerp past in het kader van de maatregelen die tot doel hebben het terrorisme en de mensenhandel te bestrijden. Het volgt op de wijziging van artikel 127 door de wet van XXX.</p> <p>Het stelt verplichtingen ten laste van de gebruikers van deze kaarten vast, alsook ten laste van de betrokken ondernemingen (de "Belgische en buitenlandse operatoren") die via deze kaarten mobiele-communicatiediensten verstrekken.</p>
1. Prise en compte de l'avis de la Commission pour la protection de la vie privée n° 54/2015 du 16 décembre 2015	1. Rekening houden met advies nr. 54/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

<p>La loi du XXX portant modification de l'art. 127 de la LCE, à l'état de projet de loi, a fait l'objet de l'avis n° 54/2015 du 16 décembre 2015 de la Commission pour la protection de la vie privée (ci-après la CPVP). Une partie des recommandations de cette Commission trouvent à s'appliquer dans le cadre de la mesure d'exécution de l'art. 127 susmentionné et non dans le corps de l'article même.</p>	<p>De wet van XXX houdende wijziging van art. 127 van de WEC, die momenteel een wetsontwerp vormt, heeft het voorwerp uitgemaakt van advies nr. 54/2015 van 16 december 2015 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (hierna de CBPL). Een deel van de aanbevelingen van deze Commissie worden toegepast in het kader van de uitvoeringsmaatregel van het voormelde art. 127 en niet in het artikel zelf.</p>
<p>Dans son avis, la CPVP indique ce qui suit : « <i>sur le plan pratique, l'obligation d'identification soulève de nombreuses questions. La Commission se demande quelles en seront les modalités concrètes. L'obligation d'identification contraint les opérateurs et leurs sous-traitants qui vendent des cartes prépayées -donc en l'occurrence chaque supermarché, épicerie, magasin d'électronique, ...-à enregistrer l'identité des acheteurs de telles cartes. Qui le fera ? Comment cela se passera-t-il ? Quelles données seront enregistrées ? Comment les données seront-elles conservées et transférées ? Qui sera le responsable du traitement ? Ce dernier disposera-t-il d'un conseiller en sécurité ? Qui contrôlera cette collecte de données ? Comment l'obligation d'information sera-t-elle remplie ? Ces points devraient être clarifiés dans les arrêtés d'exécution.</i> ».</p>	<p>In haar advies, zegt de CBPL het volgende: "<i>Praktisch gezien roept de identificatieplicht heel wat vragen op. De Commissie vraagt zich af hoe dit in de praktijk zal gebeuren. De identificatieplicht verplicht de operatoren en hun onderaannemers die prepaidkaarten verkopen – dus in casu elke supermarkt, kruidenierszaak, elektrozaak,... - om de identiteit van kopers van dergelijke kaarten te registreren. Wie doet dat? Hoe zal dit gebeuren? Welke gegevens worden opgeslagen? Hoe worden de gegevens bewaard en overgedragen? Wie is de verantwoordelijke voor verwerking? Beschikt deze over een veiligheidsconsulent? Wie houdt toezicht op deze gegevensverzameling? Hoe wordt voldaan aan de informatieplicht? Dergelijke vragen moeten in de uitvoeringsbesluiten worden uitgeklaard.</i>".</p>
<p>Il convient d'emblée de souligner que la réponse à la plupart de ces questions figure dans la législation récemment adoptée : d'une part, la loi du XXX <i>concernant la conservation de données dans le secteur des communications électroniques</i> et la loi du XXX <i>portant modification de l'article 127 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</i></p>	<p>Er moet meteen worden benadrukt dat het antwoord op het merendeel van deze vragen in de recentelijk aangenomen wetgeving staat: enerzijds, de wet van XXX <i>betreffende de bewaring van gegevens in de elektronische-communicatiesector</i> en de wet van XXX <i>houdende wijziging van artikel 127 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</i></p>
<p>Ainsi, la loi en vigueur (art. 127) stipule qui fera l'identification (à savoir l'opérateur avec, le cas échéant, l'aide d'un tiers) et comment, ce que le présent projet d'arrêté royal précise.</p>	<p>Zo bepaalt de vigerende wet (art. 127) wie de identificatie zal verrichten (namelijk de operator, eventueel met de hulp van een derde) en hoe, hetgeen wordt verduidelijkt in het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit.</p>
<p>Les données d'identification collectées en vertu du présent arrêté royal devront être conservées dans le cadre de l'article 126 de la LCE.</p>	<p>De krachtens het onderhavige koninklijk besluit verzamelde identificatiegegevens zullen moeten worden bewaard in het kader van artikel 126 van de WEC.</p>

<p>L'article 127 de la LCE désigne le responsable du traitement, à savoir l'opérateur. L'article 126/1 de la LCE prévoit l'instauration auprès de chaque entreprise concernée qui doit conserver des données, d'un préposé à la protection des données à caractère personnel. L'article 126/1, § 3, indique que « <i>le préposé à la protection des données veille à ce que [...] le fournisseur ou l'opérateur ne collecte et conserve que les données qu'il peut légalement conserver</i> ». Par ailleurs, le non-respect de l'article 127 de la LCE et de ses arrêtés d'exécution est sanctionné pénalement (voir l'article 145 de la LCE). Par conséquent, après la rédaction d'un procès-verbal par un officier de police judiciaire, c'est à l'IBPT ou au procureur du Roi qu'il conviendra de poursuivre l'infraction (voir l'article 148 de la LCE). Le non-respect des articles 126 et 126/1 est également sanctionné pénalement (voir l'article 145 de la LCE). Les articles 126 et 126/1 confient par ailleurs certaines missions à la CPVP.</p>	<p>Artikel 127 van de WEC wijst aan wie verantwoordelijk is voor de verwerking, namelijk de operator. Artikel 126/1 van de WEC voorziet in de aanstelling bij elke betrokken onderneming die gegevens moet bewaren, van een aangestelde voor de bescherming van de persoonsgegevens. Artikel 126/1, § 3, schrijft voor: "<i>de aangestelde voor de gegevensbescherming [zorgt] ervoor dat [...] de aanbieder of de operator enkel die gegevens verzamelt en bewaart die hij wettelijk mag bewaren</i>". Bovendien wordt de niet-naleving van artikel 127 van de WEC en van de uitvoeringsbesluiten ervan strafrechtelijk bestraft (zie artikel 145 van de WEC). Bijgevolg is het na de opstelling van een proces-verbaal door een officier van gerechtelijke politie de taak van het BIPT of van de procureur des Konings om de inbreuk te vervolgen (zie artikel 148 van de WEC). De niet-naleving van de artikelen 126 en 126/1 wordt eveneens strafrechtelijk bestraft (zie artikel 145 van de WEC). De artikelen 126 en 126/1 vertrouwen bovendien bepaalde opdrachten toe aan de CBPL.</p>
<p>Enfin, pour ce qui concerne l'obligation d'information, l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel prévoit ce qui suit :</p>	<p>Wat ten slotte de informatieplicht betreft schrijft artikel 9, § 1, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens het volgende voor:</p>

<p>« Art. 9. § 1. Le responsable du traitement ou son représentant doit fournir à la personne concernée auprès de laquelle il obtient les données la concernant et au plus tard au moment où ces données sont obtenues, au moins les informations énumérées ci-dessous, sauf si la personne concernée en est déjà informée :</p> <p>a) le nom et l'adresse du responsable du traitement et, le cas échéant, de son représentant;</p> <p>b) les finalités du traitement;</p> <p>c) l'existence d'un droit de s'opposer, sur demande et gratuitement, au traitement de données à caractère personnel la concernant envisagé à des fins de direct marketing;</p> <p>d) d'autres informations supplémentaires, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les destinataires ou les catégories de destinataires des données, - le caractère obligatoire ou non de la réponse ainsi que les conséquences éventuelles d'un défaut de réponse, - l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données la concernant; <p>sauf dans la mesure où, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles les données sont obtenues, ces informations supplémentaires ne sont pas nécessaires pour assurer à l'égard de la personne concernée un traitement loyal des données;</p> <p>e) d'autres informations déterminées par le Roi en fonction du caractère spécifique du traitement, après avis de la commission de la protection de la vie privée. ».</p>	<p>"Art. 9. § 1. Indien persoonsgegevens betreffende de betrokkene bij hemzelf worden verkregen, moet de verantwoordelijke voor de verwerking of diens vertegenwoordiger uiterlijk op het moment dat de gegevens worden verkregen aan de betrokkene ten minste de hierna volgende informatie verstrekken, behalve indien hij daarvan reeds op de hoogte is:</p> <p>a) de naam en het adres van de verantwoordelijke voor de verwerking en, in voorkomend geval, van diens vertegenwoordiger;</p> <p>b) de doeleinden van de verwerking;</p> <p>c) het bestaan van een recht om zich op verzoek en kosteloos tegen de voorgenomen verwerking van hem betreffende persoonsgegevens te verzetten, indien de verwerking verricht wordt met het oog op direct marketing;</p> <p>d) andere bijkomende informatie, met name :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de ontvangers of de categorieën ontvangers van de gegevens, - het al dan niet verplichte karakter van het antwoord en de eventuele gevolgen van niet-beantwoording, - het bestaan van een recht op toegang en op verbetering van de persoonsgegevens die op hem betrekking hebben; <p>behalve indien die verdere informatie, met inachtneming van de specifieke omstandigheden waaronder de persoonsgegevens verkregen worden, niet nodig is om tegenover de betrokkene een eerlijke verwerking te waarborgen;</p> <p>e) andere informatie afhankelijk van de specifieke aard van de verwerking, die wordt opgelegd door de Koning na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. "</p>
<p>Dès lors que nul n'est censé ignorer la loi, la personne concernée est censée avoir été informée de ces différents éléments par la publication de l'article 127 et du présent projet d'arrêté royal.</p>	<p>Aangezien eenieder wordt geacht de wet te kennen, wordt de betrokken persoon geacht te zijn ingelicht over deze verschillende elementen via de bekendmaking van artikel 127 en van het onderhavige ontwerp koninklijk besluit.</p>
<p>2. Les sanctions applicables</p>	<p>2. Toepasselijke sancties</p>
<p>L'article 127, § 5, de la LCE prévoit ce qui suit :</p>	<p>Artikel 127, § 5, van de WEC luidt als volgt:</p>

<p>« § 5. Les opérateurs déconnectent les utilisateurs finaux qui ne respectent pas les mesures techniques et administratives qui leur sont imposées dans le délai fixé par le Roi, des réseaux et services auxquels les mesures imposées s'appliquent. Ces utilisateurs finaux ne sont en aucune manière indemnisés pour la déconnexion.</p> <p>Si un opérateur ne déconnecte pas les utilisateurs finaux qui ne respectent pas les mesures techniques et administratives qui leur sont imposées dans le délai fixé par le Roi, il lui est interdit de fournir le service pour lequel l'utilisateur final n'a pas respecté les mesures qui lui étaient imposées, jusqu'à ce que l'identification de l'appelant ait été rendue possible. ».</p>	<p>"§ 5. De operatoren sluiten de eindgebruikers die binnen de door de Koning vastgestelde termijn niet voldoen aan de hen opgelegde technische en administratieve maatregelen af van de netwerken en diensten waarop de opgelegde maatregelen van toepassing zijn. Die eindgebruikers worden op geen enkele wijze vergoed voor de afsluiting.</p> <p>Indien een operator binnen de door de Koning vastgestelde termijn niet overgaat tot de afsluiting van de eindgebruikers die niet voldoen aan de hen opgelegde technische en administratieve maatregelen, is het hem verboden de dienst, waarvoor de eindgebruiker niet heeft voldaan aan de hem opgelegde maatregelen, te verstrekken totdat de identificatie van de oproeper mogelijk is gemaakt. "</p>
<p>Or le présent projet d'arrêté royal impose, pour ce qui concerne les cartes prépayées activées avant son entrée en vigueur et sous réserve d'un certain nombre d'exceptions, l'obligation à l'utilisateur final de communiquer son identité à l'entreprise concernée au plus tard 6 mois après la publication du présent arrêté royal.</p>	<p>Welnu, het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit legt, wat betreft de voorafbetaalde kaarten die geactiveerd zijn vóór de inwerkingtreding ervan en onder voorbehoud van een aantal uitzonderingen, aan de eindgebruiker de verplichting op om uiterlijk 6 maanden na het onderhavige koninklijk besluit zijn identiteit mee te delen aan de betrokken onderneming.</p>
<p>Par conséquent, les utilisateurs finaux qui ne s'identifient pas pour cette date devront être déconnectés du réseau et des services conformément à l'article 127, § 5, de la LCE.</p>	<p>Bijgevolg zullen de eindgebruikers die zich niet tegen deze datum identificeren, moeten worden afgesloten van het netwerk en van de diensten, overeenkomstig artikel 127, § 5, van de WEC.</p>
<p>L'article 127, § 4, de la LCE prévoit ce qui suit :</p>	<p>Artikel 127, § 4, van de WEC luidt als volgt:</p>
<p>« § 4. Si un opérateur ne respecte pas les mesures techniques et administratives qui lui sont imposées dans le délai fixé par le Roi, il lui est interdit de fournir le service pour lequel les mesures en question n'ont pas été prises. ».</p>	<p>"§ 4. Indien een operator binnen de door de Koning vastgestelde termijn niet voldoet aan de hem opgelegde technische en administratieve maatregelen, is het hem verboden de dienst, waarvoor de betrokken maatregelen niet genomen zijn, aan te bieden. "</p>
<p>Par conséquent, une entreprise concernée ne peut plus fournir de services de communications électroniques mobiles à l'aide de cartes prépayées, à partir de l'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté royal, s'il n'est pas en mesure d'identifier l'utilisateur final conformément à cet arrêté royal.</p>	<p>Bijgevolg mag een betrokken onderneming vanaf de inwerkingtreding van het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit geen diensten voor mobiele elektronische communicatie meer verstrekken met behulp van voorafbetaalde kaarten, indien hij niet in staat is om de eindgebruiker te identificeren overeenkomstig dit koninklijk besluit.</p>

Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
Art. 1 Champ d'application	Art. 1. Toepassingsgebied
<p>Le présent projet d'arrêté royal se limite à l'identification des utilisateurs finaux de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée, dès lors que ces services fournis à l'aide d'un abonnement ne semblent actuellement pas être utilisés de manière importante par les criminels et dès lors que l'identification des utilisateurs de ces services ne pose actuellement pas de problème majeur en pratique.</p>	<p>Het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit beperkt zich tot de identificatie van de eindgebruikers van diensten voor openbare mobiele elektronische communicatie die worden verstrekt op basis van een voorafbetaalde kaart, aangezien deze diensten die worden verstrekt via een abonnement momenteel niet op grote schaal lijken te worden gebruikt door criminelen en aangezien de identificatie van de gebruikers van deze diensten momenteel geen groot probleem vormt in de praktijk.</p>
<p>Ce projet d'arrêté royal s'applique entre autres à l'ensemble des cartes prépayées liées à un MSISDN belge (c'est-à-dire un numéro de téléphone), à un IMSI belge ou aux deux. De manière générale, un IMSI est associé à un numéro de téléphone du même pays. Cependant, cela n'est pas toujours le cas, dès lors qu'il est possible que l'un des deux identifiants soit belge et l'autre étranger, afin, par exemple, de réduire les frais de roaming.</p>	<p>Dit ontwerp van koninklijk besluit is onder andere van toepassing op alle voorafbetaalde kaarten die verbonden zijn met een Belgisch MSISDN (d.w.z. een telefoonnummer), met een Belgische IMSI of met allebei. Algemeen gesteld is een IMSI gekoppeld aan een telefoonnummer van hetzelfde land. Dat is echter niet altijd het geval, omdat het nu eenmaal mogelijk is dat een van de twee identificaties Belgisch is en de andere buitenlands, om bijvoorbeeld de roamingkosten te beperken.</p>

<p>Le présent arrêté royal s'applique également aux cartes prépayées d'entreprises étrangères vendues en Belgique. Par « entreprises étrangères », il faut entendre un « opérateur étranger » qui, comme un « opérateur belge », fournit des réseaux ou des services de communications électroniques mais qui ne doit pas se notifier comme opérateur auprès de l'IBPT et qui n'est donc pas considéré comme un opérateur au sens de la LCE. Une notification à l'IBPT de l'opérateur étranger n'est pas nécessaire car le service de communications électroniques de l'opérateur étranger n'est pas fourni en Belgique mais à l'étranger. C'est l'opérateur belge avec lequel l'opérateur étranger a conclu un accord de roaming qui fournit en Belgique le service de communications électroniques à l'utilisateur final qui a acheté la carte prépayée de l'opérateur étranger.</p>	<p>Het onderhavige koninklijk besluit is ook van toepassing op de voorafbetaalde kaarten van buitenlandse ondernemingen die in België worden verkocht. Onder "buitenlandse ondernemingen" dient te worden verstaan een "buitenlandse operator" die, zoals een "Belgische operator", elektronische-communicatienetwerken of -diensten verstrekt maar die zich niet als operator moet aanmelden bij het BIPT en die dus niet als een operator in de zin van de WEC wordt beschouwd. Een kennisgeving aan het BIPT door de buitenlandse operator is niet noodzakelijk omdat de elektronische-communicatiedienst van de buitenlandse operator niet in België maar in het buitenland wordt verstrekt. Dat is de Belgische operator met wie de buitenlandse operator een roamingcontract heeft gesloten en die in België de elektronische-communicatiedienst verstrekt aan de eindgebruiker die de voorafbetaalde kaart van de buitenlandse operator heeft gekocht.</p>
<p>L'entreprise étrangère est bien entendu libre de s'organiser comme il l'entend pour respecter le présent arrêté royal (par exemple s'associer à un opérateur belge ou assurer lui-même le respect du présent arrêté royal). La loi du XX/XX/XXX relative à la conservation des données dans le secteur des communications électroniques prévoit cependant que les données conservées sur base de l'article 126 de la loi (ce qui inclut les données reprises dans le présent arrêté royal) doivent être conservées sur le territoire de l'Union européenne.</p>	<p>Het staat de buitenlandse onderneming uiteraard vrij om de aanpak te volgen die hij wil om het onderhavige koninklijk besluit na te leven (bijvoorbeeld zich associëren met een Belgische operator of zelf ervoor zorgen dat het onderhavige koninklijk besluit wordt nageleefd). De wet van XX/XX/XXX betreffende de bewaring van gegevens in de elektronische-communicatiesector schrijft echter voor dat de gegevens die worden bewaard op grond van artikel 126 van de wet (wat de gegevens omvat die vermeld zijn in het onderhavige koninklijk besluit) moeten worden bewaard op het grondgebied van de Europese Unie.</p>
<p>La vente de cartes prépayées d'entreprises étrangères en Belgique sans identification conformément au présent arrêté royal est donc illégale (voir article 127, § 2, de la loi).</p>	<p>De verkoop van voorafbetaalde kaarten van buitenlandse ondernemingen in België zonder identificatie overeenkomstig het onderhavige koninklijk besluit is dus illegaal (zie artikel 127, § 2, van de wet).</p>
<p>Le présent arrêté royal ne couvre ni la fourniture de Wi-Fi ni les communications « machine to machine ».</p>	<p>Het onderhavige koninklijk besluit dekt noch de levering van wifi noch "machine to machine"-communicatie.</p>
<p>Art. 2 Définitions</p>	<p>Art. 2 Definities</p>

<p>Les cartes prépayées peuvent se présenter sur un support physique « SIM » (« <i>Subscriber Identity Module</i> ») tel que connu actuellement ou toute dématérialisation de ce dernier. Cette définition large a pour but de prendre en compte toutes les évolutions en la matière.</p>	<p>De voorafbetaalde kaarten kunnen de vorm aannemen van een fysieke "sim"-drager ("Subscriber Identity Module") zoals wij die nu kennen of kunnen volledig gedematerialiseerd zijn. Deze ruime definitie heeft tot doel rekening te houden met alle evoluties op dat gebied.</p>
<p>L'arrêté royal définit la notion de document d'identification valide. Cette notion englobe entre autres le document officiel qui remplace, à titre provisoire, la pièce d'identité (par exemple une carte d'identité) volée ou perdue. La pièce d'identité ainsi que le document officiel provisoire susmentionné ne sont admis comme document d'identification valide que pour autant qu'il s'agisse de l'original (pas de copie autorisée) et pour autant que le document soit lisible et que la date de validité du document ne soit pas expirée.</p> <p>Cette notion vise entre autres la présentation d'un document autre que la carte d'identité belge et qui reprend le numéro de Registre national. On notera à cet égard que les différents types de cartes d'identité émises en Belgique comportent ce numéro ainsi que l'avertissement-extrait de rôle envoyé par le SPF Finances.</p>	<p>Het koninklijk besluit definieert het begrip "geldig identificatiedocument". Dit begrip omvat onder andere het officiële document dat, tijdelijk, het kwijtgeraakte of gestolen identiteitsstuk (bijvoorbeeld een identiteitskaart) vervangt. Het identiteitsstuk alsook het voormelde voorlopige officiële document worden enkel als geldig identificatiestuk toegestaan indien het gaat om een origineel (geen toegestane kopie) en op voorwaarde dat het document leesbaar is en dat de geldigheidsdatum van het document niet is verlopen.</p> <p>Dit begrip beoogt onder andere de voorlegging van een document dat geen Belgische identiteitskaart is en waarop het rijksregisternummer is vermeld. Daarbij wordt erop gewezen dat de verschillende soorten identiteitskaarten die in België worden uitgegeven dat nummer bevatten alsook het aanslagbiljet dat door de FOD Financiën wordt verzonden.</p>
<p>Cette notion vise également le numéro visé à l'article 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, également appelé le numéro « Bis ». Il s'agit d'un numéro attribué par la Banque Carrefour de la sécurité sociale aux étrangers qui viennent temporairement travailler en Belgique. Ce sont les administrations communales qui sont chargées d'obtenir pour tout travailleur étranger temporaire, lors de son arrivée en Belgique et au début de ses prestations de travail, un numéro d'identification de la part de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Ce numéro se retrouve sur le document remis par l'administration communale à l'intéressé ainsi sur les documents provenant des mutualités.</p>	<p>Dit begrip beoogt eveneens het nummer dat bedoeld is in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, ook "Bis-nummer" genoemd. Het gaat om een nummer dat door de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid wordt toegekend aan buitenlanders die tijdelijk naar België komen om hier als gelegenheidswerknemer te werken. Het is de taak van de gemeentebesturen om voor elke tijdelijke buitenlandse werknemer, bij zijn aankomst in België en aan het begin van zijn werkprestaties, een identificatienummer te krijgen van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Dat nummer is terug te vinden op het document dat overhandigd wordt door het gemeentebestuur aan de belanghebbende, alsook op de documenten die van de ziekenfondsen afkomstig zijn.</p>

Les définitions de la LCE s'appliquent au présent projet d'arrêté (voir entre autres les définitions d' « Institut » à l'article 2, 1°, de la LCE, de « Ministre » à l'article 2, 2°, de la LCE et de « M2M » à l'article 2, 73°, de la LCE).	De definities van de WEC gelden voor het onderhavige ontwerp van besluit (zie onder andere de definities van "Instituut" in artikel 2, 1°, van de WEC, van "Minister" in artikel 2, 2°, van de WEC en van "M2M" in artikel 2, 73°, van de WEC).
Art. 3 L'obligation de s'identifier à la demande de l'entreprise concernée	Art. 3. De verplichting om zich te identificeren op het verzoek van de betrokken onderneming
Certains opérateurs ont décidé d'inviter tous les utilisateurs finaux qui disposent de cartes déjà activées à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté royal, ou certains d'entre eux, à s'identifier. Si une entreprise concernée souhaite procéder de la sorte, l'utilisateur final ne pourra se retrancher derrière les exceptions prévues à l'article 4, § 1er, alinéa 1 ^{er} , du projet d'arrêté royal pour refuser de s'identifier.	Sommige operatoren hebben beslist om alle eindgebruikers die over kaarten beschikken die reeds geactiveerd zijn op de datum van inwerkingtreding van het onderhavige koninklijk besluit, of sommigen onder hen, uit te nodigen om zich te identificeren. Indien een betrokken onderneming op die manier wil te werk gaan, zal de eindgebruiker zich niet kunnen verschuilen achter de uitzonderingen van artikel 4, § 1, eerste lid, van het ontwerp van koninklijk besluit, om te weigeren zich te identificeren.
Art. 4. Le délai fixé pour s'identifier	Art. 4. De vastgelegde termijn voor identificatie
Le 19 novembre 2015 est la date à laquelle le gouvernement fédéral a annoncé vouloir mettre fin à l'anonymat pour les cartes prépayées. Comme, avant la loi du XX, il n'y avait pas d'obligation pour les utilisateurs finaux de s'identifier pour les cartes prépayées, il n'y a en principe aucune raison que les personnes qui ont librement déclaré à l'entreprise concernée leur identité avant le 19 novembre 2015 aient menti par rapport à leur identité. Par conséquent, il est présumé qu'ils se sont valablement identifiés. Une identification sur base d'une simple déclaration n'est cependant pas admise pour les cartes achetées le 19 novembre 2015 ou après cette date.	19 november 2015 is de datum waarop de federale regering heeft aangekondigd een eind te willen maken aan de anonimiteit van de voorafbetaalde kaarten. Aangezien er vóór de wet van XXX voor de eindgebruikers geen verplichting was om zich te identificeren voor de voorafbetaalde kaarten, is er in principe geen enkele reden waarom personen die voor 19 november 2015 uit vrije wil hun identiteit hebben gemeld aan de betrokken onderneming, zouden hebben gelogen over hun identiteit. Bijgevolg wordt aangenomen dat ze zichzelf geldig hebben geïdentificeerd. Een identificatie op basis van een eenvoudige verklaring is echter niet toegestaan voor kaarten die gekocht zijn op 19 november 2015 of na deze datum.
Comme indiqué ci-dessus, une entreprise concernée peut décider d'identifier à nouveau tous les utilisateurs des anciennes cartes prépayées. Mais elle peut également se contenter d'identifier uniquement les utilisateurs d'anciennes cartes prépayées qui se sont identifiés sous un nom qui est manifestement incorrect.	Zoals hierboven vermeld kan een betrokken onderneming beslissen om alle gebruikers van de oude voorafbetaalde kaarten opnieuw te identificeren. Ze kan echter ermee genoegen nemen alleen de gebruikers van oude voorafbetaalde kaarten te identificeren, die zich hebben geïdentificeerd onder een duidelijk onjuiste naam.
Art. 5. La possibilité de céder une carte prépayée à un tiers	Art. 5. De mogelijkheid om een voorafbetaalde kaart aan een derde over te dragen

Lorsque l'acheteur de la carte prépayée est une personne morale (par exemple une société), cette dernière doit tenir une liste à jour de la personne à laquelle la carte prépayée a été attribuée. Si une carte prépayée a été attribuée à plusieurs personnes, cette information devra être reprise dans la liste tenue à jour par la personne morale. L'entreprise concernée doit par ailleurs conserver l'information que la carte prépayée a été vendue à une personne morale.	Wanneer de koper van de voorafbetaalde kaart een rechtspersoon is (bijvoorbeeld een maatschappij), moet deze laatste een lijst up-to-date bijhouden van de persoon aan wie de voorafbetaalde kaart wordt toegekend. Indien de voorafbetaalde kaart aan verscheidene personen wordt toegekend, moet deze informatie opgenomen worden in de lijst die up-to-date gehouden wordt door de rechtspersoon. De betrokken onderneming moet overigens de informatie dat de voorafbetaalde kaart werd verkocht aan een rechtspersoon bewaren.
Art. 6. Le vol ou la perte de la carte prépayée	Art. 6. Diefstal of verlies van de voorafbetaalde kaart
Cet article n'appelle pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Art. 7 à 9. Principes applicables pour les mesures à charge des entreprises concernées	Art. 7 tot 9. Principes toepasselijk voor de maatregelen ten laste van de betrokken ondernemingen
Une entreprise concernée ne peut pas activer une carte prépayée tant que l'utilisateur final n'a pas été dûment identifié. L'arrêté royal prévoit également que l'entreprise concernée doit rendre inutilisable la carte prépayée après avoir été informé par l'utilisateur du vol ou de la perte de cette carte. Il ne doit donc plus être possible de communiquer avec cette carte. La désactivation de la carte peut se faire ultérieurement, conformément à la pratique actuelle.	Een betrokken onderneming mag een voorafbetaalde kaart niet activeren zolang de eindgebruiker niet naar behoren is geïdentificeerd. Het koninklijk besluit bepaalt ook dat de betrokken onderneming de voorafbetaalde kaart onbruikbaar moet maken na door de gebruiker te zijn ingelicht over de diefstal of het verlies van die kaart. Het mag dus niet meer mogelijk zijn om met die kaart te communiceren. De deactivering van de kaart kan later gebeuren, overeenkomstig de huidige praktijk.
Art. 10. La personne à identifier	Art. 10. De te identificeren persoon
Le présent projet d'arrêté royal distingue la collecte de données d'identification, soit prendre connaissance des données d'identification d'une personne, de la vérification de l'identité, soit confronter ces données d'identification à une source fiable d'information apte à les confirmer ou les infirmer (un « document probant »).	Het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit maakt een onderscheid tussen de verzameling van identificatiegegevens, namelijk het kennismaken van de identificatiegegevens van een persoon, en de verificatie van de identiteit, namelijk deze identificatiegegevens toetsen aan een betrouwbare informatiebron waarmee ze kunnen worden bevestigd of ontkracht (een "bewijsstuk").

<p>Lorsqu'une carte prépayée est achetée par une personne physique ou morale, l'entreprise concernée collecte et vérifie l'identité de la personne physique qui demande l'activation de la carte. Cette demande d'activation peut se faire lors de l'achat de la carte (par exemple dans un point de vente de l'entreprise concernée), de l'offre de cette carte à titre promotionnel (c'est-à-dire une carte offerte sans crédit), ou ultérieurement (par exemple lors de l'identification sur le site Internet de l'entreprise concernée).</p>	<p>Wanneer een voorafbetaalde kaart wordt gekocht door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, verzamelt en verifieert de betrokken onderneming de identiteit van de natuurlijke persoon die de activering van de kaart vraagt. Deze aanvraag voor activering kan plaatsvinden bij de aankoop van de kaart (bijvoorbeeld in een verkooppunt van de betrokken onderneming), bij de promotionele aanbieding van deze kaart (d.w.z. een kaart die zonder krediet wordt aangeboden) of later (bijvoorbeeld bij de identificatie op de website van de betrokken onderneming).</p>
<p>Le présent projet d'arrêté royal n'impose pas à l'entreprise concernée de vérifier l'identité de la personne morale qui est l'utilisateur final, ni que la personne physique qui entend représenter la personne morale dispose effectivement des pouvoirs nécessaires pour la représenter. Il n'interdit cependant pas aux entreprises concernées de le faire, dans le respect de la LCE et de la législation relative à la vie privée.</p>	<p>Het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit verplicht de betrokken onderneming niet ertoe om de identiteit te verifiëren van een rechtspersoon die eindgebruiker is, noch te verifiëren of de natuurlijke persoon die beweert de rechtspersoon te vertegenwoordigen, daadwerkelijk over de nodige bevoegdheid beschikt om deze te vertegenwoordigen. Het verbiedt de betrokken ondernemingen echter niet om dat te doen, met naleving van de WEC en de wetgeving betreffende de persoonlijke levenssfeer.</p>
<p>Art. 11. Les mesures à prendre par l'entreprise concernée afin d'assurer une identification fiable de l'utilisateur final</p>	<p>Art. 11. Maatregelen te nemen door de betrokken onderneming om een betrouwbare identificatie van de eindgebruiker te garanderen</p>
<p>Le paragraphe 1^{er} de l'article 11 vise l'identification de l'utilisateur final avant l'activation de la carte. Il prévoit que l'entreprise concernée prend les mesures nécessaires pour contrôler la fiabilité des données d'identification.</p> <p>Ces mesures peuvent par exemple être les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) croiser les données d'identification collectées avec d'autres données (par exemple avec une base de données commerciales ou checkdoc.be) ; 2) le numéro d'identification du Registre national a un code de vérification (les deux derniers chiffres); 3) Envoyer la carte sim ou un code d'activation à l'adresse de l'utilisateur. 	<p>Paragraaf 1 van artikel 11 doelt op de identificatie van de eindgebruiker vóór de activering van de kaart. Deze bepaalt dat de onderneming de nodige maatregelen neemt om de betrouwbaarheid van de identificatiegegevens te controleren.</p> <p>Deze maatregelen kunnen bijvoorbeeld de volgende zijn:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) de verzamelde identificatiegegevens kruislings controleren met andere gegevens (bijvoorbeeld met een commerciële databank of checkdoc.be); 2) het rijksregisternummer heeft een verificatiecode (de laatste twee cijfers); 3) De sim kaart of een activatiecode naar de woonplaats van de gebruiker sturen.

<p>L'arrêté royal prévoit également que l'entreprise concernée refuse d'activer une nouvelle carte prépayée aussi longtemps qu'elle doute de la fiabilité des données d'identification. Comme relevé lors de la consultation publique relative au présent arrêté royal, la notion de doute peut être appliquée de manière subjective et émotionnelle. Ce n'est pas l'objectif poursuivi. La disposition ne pourra être en mise en œuvre que lorsque le doute est sérieux et se fonde sur des éléments objectifs (par exemple une anomalie).</p>	<p>Het koninklijk besluit bepaalt ook dat de betrokken onderneming weigert een nieuwe voorafbetaalde kaart te activeren zolang ze twijfelt over de betrouwbaarheid van de identificatiegegevens. Zoals tijdens de openbare raadpleging over het onderhavige koninklijk besluit is opgemerkt, kan het begrip "twijfel" subjectief en emotioneel worden toegepast. Dat is niet hetgeen nagestreefd wordt. De bepaling zal maar mogen worden toegepast als de twijfel ernstig is en op objectieve elementen steunt (bijvoorbeeld een anomalie).</p>
<p>Le paragraphe 2 vise le cas où l'entreprise concernée, après avoir activé la carte prépayée, prend conscience que l'identification de l'utilisateur final n'est pas ou plus correcte ou est douteuse. L'arrêté royal prévoit qu'il doit alors prendre les mesures nécessaires.</p>	<p>Paragraaf 2 beoogt het geval waarin de betrokken onderneming, na de voorafbetaalde kaart te hebben geactiveerd, tot het besef komt dat de identificatie van de eindgebruiker niet (meer) correct is of twijfelachtig is. Het koninklijk besluit bepaalt dat hij dan de nodige maatregelen moet nemen.</p>
<p>Ces mesures peuvent par exemple être les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) croiser les données d'identification collectées avec d'autres données (par exemple avec une base de données commerciales) ; 2) demander à l'utilisateur final de s'identifier à nouveau ; 3) déposer une plainte auprès la police car il s'agit manifestement d'une tentative de fraude ; 4) déconnecter l'utilisateur pour non-respect du présent arrêté royal (voir article 127, § 5, de la loi). 	<p>Deze maatregelen kunnen bijvoorbeeld de volgende zijn:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) de verzamelde identificatiegegevens kruiselings controleren met andere gegevens (bijvoorbeeld met een commerciële databank); 2) de eindgebruiker vragen om zich nogmaals te identificeren; 3) een klacht indienen bij de politie, omdat het duidelijk om een poging tot fraude gaat; 4) de gebruiker afsluiten wegens niet-nakoming van het onderhavige koninklijk besluit (zie artikel 127, § 5, van de wet).
<p>Il est demandé aux entreprises concernées d'appliquer correctement la méthode d'identification choisie ainsi que les mesures de sécurité nécessaires dans le cadre de ces méthodes. En cas de fraude (par exemple faux documents ou fausses informations), une entreprise concernée ne peut pas être tenu responsable si elle a correctement appliqué cette méthode ainsi que ces mesures.</p>	<p>Aan de betrokken ondernemingen wordt gevraagd om de gekozen identificatiemethode correct toe te passen, alsook de veiligheidsmaatregelen die nodig zijn in het kader van deze methodes. In geval van fraude (bijvoorbeeld valse documenten of valse informatie) kan een betrokken onderneming niet aansprakelijk worden gesteld als ze deze methode alsook deze maatregelen correct heeft toegepast.</p>
<p>Art. 12. La conservation de données et de documents d'identification</p>	<p>Art. 12. De bewaring van identificatiegegevens en -documenten</p>
<p>Les données qui peuvent être conservées sont énumérées dans cet article.</p>	<p>De gegevens die kunnen bewaard worden, worden in dit artikel opgesomd.</p>

Art. 13. Méthodes d'identification	Art. 13. Identificatiemethodes
<p>Le projet d'arrêté royal décrit un certain nombre de méthodes d'identification qui sont considérées comme valides.</p> <p>Une entreprise concernée qui fournit un service de communications électroniques mobile sur base d'une carte prépayée doit proposer au moins une méthode d'identification valide de son choix. Elle ne doit donc pas toutes les mettre en œuvre.</p>	<p>Het ontwerp van koninklijk besluit beschrijft een aantal identificatiemethodes die als geldig worden beschouwd..</p> <p>Een betrokken onderneming die een dienst voor mobiele elektronische communicatie verstrekt op basis van een voorafbetaalde kaart, moet minstens een geldige identificatiemethode van zijn keuze voorstellen. Ze moet ze dus niet allemaal toepassen.</p>
<p>La présente réglementation est par ailleurs sans préjudice de l'article 107, § 2, alinéa 1^{er}, de la LCE. En vertu de cet article, les opérateurs doivent fournir, lors de l'appel d'urgence, aux services d'urgence offrant de l'aide sur place, les données d'identification de l'appelant, ce qui inclut les nom et prénom de l'abonné. Ceci peut impliquer que les opérateurs doivent, si les méthodes d'identification décrites dans le présent projet d'arrêté royal ne le prévoient pas, collecter le nom et le prénom de l'abonné pour pouvoir les transmettre aux services d'urgence au moment de l'appel.</p>	<p>Deze reglementering doet overigens geen afbreuk aan artikel 107, § 2, eerste lid, van de WEC. Krachtens dit artikel moeten de operatoren bij de noodoproep, aan de nooddiensten die ter plaatse hulp bieden, de identificatiegegevens van de beller verstrekken, waaronder de namen en voornamen van de abonnee. Dit kan betekenen dat de operatoren, indien de in het onderhavige ontwerp van koninklijk besluit beschreven identificatiemethodes daarin niet voorzien, de naam en voornaam van de abonnee moeten opvragen om die te kunnen verzenden naar de nooddiensten op het ogenblik van de oproep.</p>
<p>Les différentes méthodes d'identification sont commentées ci-après.</p>	<p>De verschillende identificatiemethodes worden hieronder becommentarieerd.</p>
<p>Art. 14. Vérification de l'identité en présence de l'utilisateur final</p>	<p>Art. 14. Verificatie van de identiteit in aanwezigheid van de eindgebruiker</p>
<p>Cette première méthode suppose la présence physique de l'acheteur de la carte prépayée dans un point de vente (faisant partie ou non de la structure de l'entreprise concernée).</p>	<p>Deze eerste methode veronderstelt de fysieke aanwezigheid van de koper van de voorafbetaalde kaart in een verkooppunt (dat al of niet deel uitmaakt van de structuur van de betrokken onderneming).</p>

<p>En cas de lecture de la carte d'identité au magasin (p.ex. dans un magasin de GSM) et si le point de vente le demande, le code PIN peut être introduit. Il est possible qu'un point de vente préfère demander l'introduction de ce code pour ne pas devoir effectuer de contrôle visuel de l'acheteur. Mais un autre point de vente pourrait ne pas demander l'introduction d'un tel code PIN, vu les contraintes que cela implique (connaissance du code PIN, cartes sans code PIN, développements techniques). Dans ce dernier cas, l'absence de code PIN doit être compensée par un contrôle visuel par le point de vente que la personne qui se présente est bien la personne qui est reprise sur le document de la carte d'identité.</p>	<p>In geval van aflezing van de identiteitskaart in een winkel (bijv. in een gsm-winkel) en als het verkooppunt dat vraagt, kan de pincode al dan niet worden ingevoerd. Het is mogelijk dat een verkooppunt verkiest te vragen om deze code in te voeren, om geen visuele controle van de koper te moeten uitvoeren. Een ander verkooppunt zou echter kunnen nalaten te vragen om een dergelijke pincode in te voeren, gelet op de eisen die dat stelt (kennis van de pincode, kaarten zonder pincode, technische ontwikkelingen). In dat laatste geval moet het ontbreken van een pincode worden gecompenseerd door een visuele controle door het verkooppunt of de persoon die zich aanmeldt wel degelijk de persoon is die vermeld is op het document van de identiteitskaart.</p>
<p>L'introduction dans les systèmes informatiques de l'entreprise concernée doit se faire, dans la mesure où c'est techniquement possible, non pas par un encodage manuel des données, qui comporte un risque de fraude et d'erreur, mais par l'utilisation d'outils informatiques. On pense par exemple à une lecture de la carte d'identité à l'aide d'un lecteur de carte d'identité. Mais d'autres outils automatiques sont également autorisés (par exemple la lecture de code barres ou un scan utilisant la technique « Optical character recognition » (OCR)).</p>	<p>De invoering in de computersystemen van de betrokken onderneming moet, voor zover technisch mogelijk, niet gebeuren via een manuele codering van de gegevens, die een risico voor fraude en fouten inhoudt, maar via het gebruik van computertools. Daarbij wordt bijvoorbeeld gedacht aan een aflezing van de identiteitskaart met behulp van een ID-kaartlezer. Andere automatische tools zijn echter ook toegestaan (bijvoorbeeld de aflezing van streepjescodes of een scan die gebruikmaakt van "Optical Character Recognition" (OCR)).</p>
<p>On ne peut cependant pas exclure une panne dans les systèmes informatiques de l'entreprise concernée, au cas où il sera nécessaire, le temps de résolution de la panne, de procéder à un encodage manuel des données et de faire une copie de la carte d'identité.</p>	<p>Een defect in de computersystemen van de betrokken onderneming kan evenwel niet worden uitgesloten, en dan zal gedurende de tijd die nodig is voor de herstelling, moeten worden overgegaan tot een manuele codering van de gegevens en zal een kopie van de identiteitskaart moeten worden genomen.</p>

<p>Il est demandé aux entreprises concernées de conserver une copie des documents autres que la carte d'identité électronique belge (cette dernière regroupe la carte eID, soit la carte d'identité électronique légale pour les Belges âgés de plus de douze ans et la carte d'identité électroniques belge pour étrangers). En effet, premièrement, ce sont surtout ces autres documents (par exemple un passeport) qui peuvent être falsifiés. Une copie de ces documents constituera une piste pouvant permettre aux autorités de retrouver l'auteur du document falsifié. Deuxièmement, les documents autres que les cartes d'identité Belges ne peuvent généralement pas être lus de manière électronique. Une copie du document d'identité permettra de vérifier s'il n'y a pas eu d'erreur lors de l'encodage dans les systèmes informatiques de l'entreprise concernée de l'identité de l'utilisateur final de la carte prépayée (en particulier pour les documents d'identité rédigés dans un autre alphabet que l'alphabet latin).</p> <p>Lorsque l'utilisateur final présente, afin de s'identifier, un document officiel remplaçant provisoirement la carte d'identité volée ou perdue, l'entreprise concernée conserve une copie de ce document provisoire (ce document n'est en effet pas une carte d'identité électronique belge).</p>	<p>Aan de betrokken ondernemingen wordt gevraagd om een kopie te bewaren van de documenten die geen Belgische elektronische identiteitskaart zijn (daartoe behoren de eID-kaart, d.i. de wettelijke elektronische identiteitskaart voor de Belgen die ouder zijn dan twaalf jaar en de Belgische elektronische identiteitskaart voor vreemden). Ten eerste zijn het immers vooral die andere documenten (bijvoorbeeld een paspoort) die vervalst kunnen worden. Een kopie van deze documenten zal een piste vormen waarlangs de autoriteiten de auteur van het vervalste document zullen kunnen terugvinden. Ten tweede, kunnen documenten die geen Belgische identiteitskaart zijn, doorgaans niet elektronisch gelezen worden. Een kopie van het identiteitsstuk zal het mogelijk maken om na te gaan of er zich geen fout heeft voorgedaan bij de codering in de computersystemen van de betrokken onderneming van de identiteit van de eindgebruiker van de voorafbetaalde kaart (in het bijzonder voor identiteitsdocumenten die opgesteld zijn in een ander alfabet dan het Latijnse alfabet).</p> <p>Wanneer de eindgebruiker, om zich te identificeren, een officieel document voorlegt dat tijdelijk de gestolen of kwijtgeraakte identiteitskaart vervangt, bewaart de betrokken onderneming een kopie van dat tijdelijke document (dat document is immers geen Belgische elektronische identiteitskaart).</p>
<p>Art. 15. L'identification en ligne et la signature électronique par la carte d'identité électronique</p>	<p>Art. 15. Online-identificatie en elektronische ondertekening via de elektronische identiteitskaart</p>
<p>La lecture de la carte d'identité belge (eID ou carte d'identité belge pour étranger) ou étrangère avec l'introduction d'un code PIN présente un haut degré de fiabilité et constitue par ailleurs une méthode permettant une activation de la carte à distance.</p>	<p>De aflezing van de Belgische identiteitskaart (eID of Belgische identiteitskaart voor vreemden) of vreemde identiteitskaart met invoering van een pincode biedt een hoog niveau van betrouwbaarheid en vormt overigens een methode die een activering van de kaart vanop een afstand mogelijk maakt.</p>
<p>Art. 16. Le fournisseur d'identité</p>	<p>Art. 16. De identiteitsleverancier</p>
<p>Un fournisseur de ce service d'identification est un tiers qui récolte l'identité de l'utilisateur final pour le compte de l'entreprise concernée et la lui fournit.</p>	<p>Een aanbieder van deze identificatiedienst is een derde die de identiteit van de eindgebruiker opvraagt voor de rekening van de betrokken onderneming en deze aan hem verstrekt.</p>

Le fournisseur doit être certifié par les autorités. Ainsi, sur la base d'un dossier relatif au fournisseur de service d'enregistrement, ces autorités devront donc examiner si le fournisseur assure une identification fiable et conforme à la réglementation. Ces autorités peuvent retirer leur accréditation à tout moment.	De aanbieder moet gecertificeerd zijn door de overheid. Zo zal deze overheid dus op basis van een dossier met betrekking tot de aanbieder van een aanmeldingsdienst, moeten onderzoeken of de aanbieder een betrouwbare identificatie waarborgt die aan de reglementering voldoet. Deze overheid kan haar erkenning te allen tijde intrekken.
L'arrêté royal qui fixera les règles concernant la certification du fournisseur de service d'enregistrement sera pris dans le cadre de l'exécution du Règlement européen eIDAS (910/2014).	Het koninklijk besluit dat de regels met betrekking tot de certificatie van de aanbieder van een aanmeldingsdienst zal vaststellen, zal genomen worden in het kader van de uitvoering van de Europese eIDAS-verordening (910/2014).
L'entreprise concernée ne pourra mettre en œuvre cette méthode que pour autant que le fournisseur d'identité soit autorisé par arrêté ministériel à identifier l'utilisateur final.	De betrokken onderneming mag deze methode enkel toepassen voor zover de identiteitsleverancier gemachtigd is bij ministerieel besluit om de eindgebruiker te identificeren.
Comme c'est l'entreprise concernée qui reste responsable de l'identification, c'est elle qui doit récupérer auprès du fournisseur d'identité les données d'identification pour les transmettre aux autorités compétentes.	Aangezien de betrokken onderneming verantwoordelijk is voor de identificatie, moet deze bij de identiteitsleverancier de identificatiegegevens ophalen om ze over te dragen aan bevoegde autoriteiten.
Art. 17. L'opération de paiement en ligne	Art. 17. De online betalingstransactie
Sur la base de la référence de l'opération de paiement, les autorités compétentes obtiennent les données d'identification auprès de l'institution financière. Par opération de paiement bancaire spécifique, il faut comprendre que seule une carte prépayée a été achetée ou rechargée à l'aide de cette opération de paiement et ce via une connexion spécifique.	Op basis van de referentie van de betalingstransactie bekomen de bevoegde autoriteiten bij de financiële instelling de identificatiegegevens. Onder specifieke betalingstransactie moet worden verstaan dat enkel een voorafbetaalde kaart is gekocht of herladen met behulp van deze betalingstransactie en dit via een specifieke verbinding.
La méthode de l'opération de paiement en ligne ne sera plus reconnue comme méthode d'identification valide après le 31 décembre 2017. Cela s'explique par le fait que cette méthode sera remplacée à l'avenir par l'identification à l'aide d'un fournisseur de l'identité, qui est une méthode qui est moins contraignante pour les autorités nationales compétentes que la méthode de la transaction bancaire en ligne. Cette dernière méthode requiert en effet une réquisition de ces autorités tant vers l'entreprise concernée qu'envers le prestataire de services de paiement.	De methode van de online betalingstransactie zal niet langer erkend worden als een geldige identificatiemethode na 31 december 2017. Dat wordt verklaard door het feit dat deze methode in de toekomst zal vervangen worden door de identificatie aan de hand van de identiteitsleverancier, die een minder dwingende methode is voor de bevoegde nationale instanties dan de methode van de onlinebanktransactie. Deze laatste methode vereist immers een vordering van deze autoriteiten zowel aan de betrokken onderneming als aan de betalingsdienstaanbieder.

<p>La référence à la Loi antiblanchiment fait en sorte que toutes les institutions financières qui peuvent exécuter des services payants sont visées, et pas uniquement les banques. Toutes ces institutions doivent identifier leurs clients en vertu de la Loi antiblanchiment.</p>	<p>De verwijzing naar de Antiwitwaswet zorgt ervoor dat alle financiële instellingen die betaaldiensten kunnen uitvoeren geïdentificeerd zijn, en niet enkel banken. Al deze instellingen moeten hun klanten identificeren krachtens de Antiwitwaswet.</p>
<p>L'utilisateur final doit être à nouveau identifié dans les 18 mois qui suivent l'achat ou la recharge de la carte prépayée en ligne, par exemple via une nouvelle opération de paiement en ligne (recharge de la carte) ou via une autre procédure d'identification prévue dans un autre article du présent arrêté royal. Dans le cas contraire, l'entreprise concernée devra rendre la carte inutilisable.</p>	<p>De eindgebruiker moet opnieuw worden geïdentificeerd binnen 18 maanden na de aankoop of het herladen van de voorafbetaalde kaart online, bijvoorbeeld via een nieuwe online betalingstransactie (herladen van de kaart) of via een andere identificatieprocedure waarin een ander artikel van dit koninklijk besluit voorziet. In het tegenovergestelde geval, zal de betrokken onderneming de kaart onbruikbaar moeten maken.</p>
<p>Art. 18. L'extension ou la migration de produit</p>	<p>Art. 18. Productuitbreiding of -migratie</p>
<p>Une personne peut déjà être cliente d'une entreprise concernée pour un autre produit (par exemple un abonnement à la téléphonie mobile) et avoir été identifiée par l'entreprise concernée pour ce produit. Elle peut alors décider d'acheter en complément une carte prépayée (l'extension de produit) ou de passer du premier produit vers une carte prépayée (la migration de produit).</p> <p>L'entreprise concernée peut alors établir un lien entre la carte prépayée et le produit déjà acheté par l'utilisateur final. L'entreprise concernée s'assure, en mettant en place des mesures techniques et opérationnelles, que la personne qui demande l'extension du produit est effectivement la personne identifiée pour ce produit. Ceci peut être par exemple fait par la présentation d'un document d'identité ou à l'aide du numéro d'identifiant et d'un mot de passe.</p>	<p>Het is mogelijk dat een persoon al klant is bij een betrokken onderneming voor een ander product (bijvoorbeeld een abonnement op mobiele telefonie) en door de betrokken onderneming geïdentificeerd is voor dat product. Die persoon kan dan beslissen om aanvullend een voorafbetaalde kaart te kopen (productuitbreiding) of om van het eerste product over te stappen naar een voorafbetaalde kaart (productmigratie).</p> <p>De betrokken onderneming kan dan een link leggen tussen de voorafbetaalde kaart en het product dat reeds gekocht is door de eindgebruiker. De betrokken onderneming vergewist zich ervan, door technische en operationele maatregelen in te stellen, dat de persoon die de uitbreiding van het product vraagt, daadwerkelijk de voor dat product geïdentificeerde persoon is. Dit kan bijvoorbeeld worden gedaan via de voorlegging van een identiteitsstuk of aan de hand van het identificatienummer en een wachtwoord.</p>
<p>La personne qui est le titulaire du produit auquel la carte prépayée est associée doit être la même personne que celle qui demande l'activation de la carte prépayée. Cette méthode ne peut donc pas être utilisée si un enfant demande l'activation de la carte prépayée en se référant à un autre produit souscrit par un parent.</p>	<p>De persoon die de houder is van het product waarmee de voorafbetaalde kaart geassocieerd is, moet dezelfde persoon zijn als diegene die de activering van de voorafbetaalde kaart vraagt. Deze methode mag dus niet worden gebruikt als een kind de activering van de voorafbetaalde kaart vraagt en daarbij een beroep doet op een ander product waarop een ouder heeft ingetekend.</p>

Art. 19 La vérification par un moyen de communication électronique	Art. 19 De verificatie via elektronisch communicatiemiddel
<p>Cette méthode consiste à permettre à l'utilisateur final de transmettre ses données d'identification à l'entreprise concernée. Les entreprises concernées sont encouragées à mettre un certain nombre de canaux à disposition de l'utilisateur final pour permettre la communication de ces données. On pense notamment à une transmission à l'aide d'un formulaire en ligne, par SMS, par e-mail ou en prenant contact par téléphone avec le service helpdesk de l'entreprise concernée.</p>	<p>Deze methode bestaat erin dat de eindgebruiker in staat wordt gesteld om zijn identificatiegegevens over te zenden aan de betrokken onderneming. De betrokken ondernemingen worden aangemoedigd om een aantal kanalen beschikbaar te stellen aan de eindgebruiker om deze mededeling van deze gegevens mogelijk te maken. Er wordt met name gedacht aan een verzending via een onlineformulier, via sms, via e-mail of door telefonisch contact op te nemen met de helpdesk van de betrokken onderneming.</p>
<p>Cette méthode s'appuie sur deux mécanismes :</p> <p>1° la référence à une base de données commerciales ;</p> <p>2° l'envoi des moyens utiles pour utiliser le service de communications électroniques (par exemple une carte SIM désactivée) à une adresse de référence.</p>	<p>Deze methode steunt op twee mechanismen:</p> <p>1° de verwijzing naar een commerciële databank;</p> <p>2° de verzending van de nodige middelen om de elektronische-communicatiedienst te gebruiken (bijvoorbeeld een niet-geactiveerde simkaart) naar een referentieadres.</p>
<p>Le Ministre et le Ministre de la Justice doivent prendre un arrêt pour autoriser au préalable le fournisseur de la banque de données commerciales.</p>	<p>De Minister en de minister van Justitie moeten een besluit nemen om de leverancier van de commerciële databank vooraf te machtigen.</p>
<p>Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté. J'ai l'honneur d'être,</p> <p style="text-align: center;">Sire, de Votre Majesté, le très respectueux et très fidèle serviteur, Le Ministre des Télécommunications, A. DE CROO</p>	<p>Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd. Ik heb de eer te zijn,</p> <p style="text-align: center;">Sire, van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige, en zeer getrouwe dienaar, De Minister van Telecommunicatie, A. DE CROO</p>

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
... - ARRÊTÉ ROYAL RELATIF À L'IDENTIFICATION DE L'UTILISATEUR FINAL DE SERVICES DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES PUBLICS MOBILES FOURNIS SUR LA BASE D'UNE CARTE PRÉPAYÉE	... - KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE IDENTIFICATIE VAN DE EINDGEBRUIKER VAN MOBIELE OPENBARE ELEKTRONISCHE-COMMUNICATIEDIENSTEN DIE WORDEN GELEVERD OP BASIS VAN EEN VOORAFBETAALDE KAART
Philippe, Roi des Belges,	Filip, Koning der Belgen,
À tous présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 127, § 1 ^{er} , modifié par la loi du 4 février 2010, du 27 mars 2014, du XX et du XX ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 127, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 februari 2010, van 27 maart 2014, van XX en van XX;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu la consultation publique du 29 mars au 10 avril 2016 ;	Gelet op de openbare raadpleging van 29 maart tot 10 april 2016;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3, 9 et 11 mai 2016 ;	Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3, 9 en 11 mei 2016;
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mai 2016 ;	Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 12 mei 2016;
Vu l'avis n° XX de la Commission pour la protection de la vie privée, donné le XX ;	Gelet op advies nr. XX van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op XX;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 10 mai 2016 ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 10 mei 2016;
Vu la consultation du 13 mai 2016 au 27 mai 2016 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van 13 mei 2016 tot 27 mei 2016 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Vu la consultation du Comité de concertation du XX 2016 ;	Gelet op de raadpleging van het Overlegcomité van XX 2016;
Vu l'avis XXXXX/X du Conseil d'État, donné le [DATE], en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op het advies XXXXX/X van de Raad van State, gegeven op [DATUM], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition du Ministre des Télécommunications et du Ministre de la Justice ;	Op de voordracht van de Minister van Telecommunicatie en de Minister van Justitie;
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
CHAPITRE 1er. Champ d'application et définitions	HOOFDSTUK 1. Toepassingsgebied en definities
Art. 1^{er}. Le présent arrêté porte sur l'identification des utilisateurs finaux de services de communications électroniques publics mobiles fournis sur la base d'une carte prépayée.	Art. 1. Dit koninklijk besluit betreft de identificatie van de eindgebruikers van mobiele openbare elektronische-communicatiediensten die worden geleverd op basis van een voorafbetaalde kaart.
Il s'applique aux cartes prépayées liées à un numéro de téléphone belge ou à un IMSI belge et aux cartes prépayées des entreprises étrangères qui sont vendues en Belgique.	Het is van toepassing op de voorafbetaalde kaarten die zijn verbonden aan een Belgisch telefoonnummer of een Belgische IMSI en op de voorafbetaalde kaarten van de buitenlandse ondernemingen die worden verkocht in België.
Il ne s'applique pas aux cartes prépayées permettant exclusivement la technologie M2M.	Het is niet van toepassing op de voorafbetaalde kaarten waarmee enkel de M2M-technologie kan worden gebruikt.
Art. 2. Pour l'application du présent arrêté royal, il faut entendre par :	Art. 2. Voor de toepassing van dit koninklijk besluit wordt verstaan onder:
1° « entreprise concernée » : l'opérateur ou l'entreprise étrangère qui fournit à l'utilisateur final un service de communications électroniques publics mobiles sur la base d'une carte prépayée ;	1° "betrokken onderneming": de operator of de buitenlandse onderneming die aan de eindgebruiker een dienst voor openbare mobiele elektronische communicatie verstrekt via een voorafbetaalde kaart;
2° « loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;	2° "wet": de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;
3° « méthode d'identification valide » : une des méthodes définies aux articles 14 à 19 ;	3° "geldige identificatiemethode": één van de methodes die gedefinieerd zijn in de artikelen 14 tot 19;

<p>4° « document d'identification valide » : la carte d'identité belge ou d'un État membre de l'Union européenne, la carte électronique belge pour étrangers, le document reprenant le numéro visé à l'art 8, § 1er, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale ou à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou le passeport international ou le document officiel remplaçant, à titre provisoire, un des documents susmentionnés qui a été perdu ou volé, pour autant que le document de d'identification soit original, lisible et valide ;</p>	<p>4° "geldig identificatiedocument": de Belgische identiteitskaart of een identiteitskaart van een lidstaat van de Europese Unie, een Belgische elektronische kaart voor buitenlanders, het document dat het nummer vermeldt dat bedoeld is in art. 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid of in art. 2, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen of een internationaal paspoort of een officieel document dat, tijdelijk, één van de voormelde documenten vervangt dat werd kwijt geraakt of gestolen, op voorwaarde dat het identificatiedocument origineel, leesbaar en geldig is;</p>
<p>5° « carte prépayée » : carte SIM dont le titulaire doit provisionner un crédit lui permettant d'utiliser des services de communications électroniques mobiles payants ;</p>	<p>5° "voorafbetaalde kaart": een simkaart waarop de houder vooraf een krediet plaatst dat hem in staat stelt om gebruik te maken van mobiele betaaldiensten voor elektronische communicatie;</p>
<p>6° « nouvelles cartes prépayées » : les cartes prépayées activées au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté ou après cette date ;</p>	<p>6° "nieuwe voorafbetaalde kaarten": de voorafbetaalde kaarten die werden geactiveerd op de datum van inwerkingtreding van dit besluit of na deze datum;</p>
<p>7° « anciennes cartes prépayées » : les cartes prépayées activées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p>	<p>7° "oude voorafbetaalde kaarten": de voorafbetaalde kaarten die werden geactiveerd vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit.</p>
<p>CHAPITRE 2. Mesures à charge des utilisateurs finaux</p>	<p>HOOFDSTUK 2. Maatregelen ten laste van de eindgebruikers</p>
<p>Art. 3. L'utilisateur final d'une carte prépayée doit s'identifier chaque fois que l'entreprise concernée le demande.</p>	<p>Art. 3. De eindgebruiker van een voorafbetaalde kaart moet zich identificeren telkens wanneer de betrokken onderneming het vraagt.</p>
<p>L'utilisateur final est obligé de présenter les documents d'identification valides qui sont le cas échéant requis conformément aux articles 14 à 19.</p>	<p>De eindgebruiker is verplicht om de geldige identificatiedocumenten die in voorkomend geval overeenkomstig de artikelen 14 tot 19 worden vereist, voor te leggen.</p>

Art. 4. § 1^{er}. Pour ce qui concerne les anciennes cartes prépayées, l'utilisateur final communique son identité à l'entreprise concernée, au plus tard 6 mois après la publication du présent arrêté, sauf dans les cas suivants :	Art. 4. § 1. Wat betreft de oude voorafbetaalde kaarten, deelt de eindgebruiker uiterlijk 6 maanden na publicatie van dit besluit zijn identiteit mee aan de betrokken onderneming, behalve in de volgende gevallen:
1° le nom, le prénom et la date de naissance de l'utilisateur final ont déjà été collectés et vérifiés par l'entreprise concernée selon une des méthodes d'identification valides avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ou ;	1° de naam, de voornaam en de geboortedatum van de eindgebruiker is reeds verzameld en geverifieerd door de betrokken onderneming volgens één van de geldige identificatiemethodes voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, of;
2° l'utilisateur final a communiqué son nom, son prénom et soit son domicile soit sa date de naissance à l'entreprise concernée avant le 19 novembre 2015, ou ;	2° de eindgebruiker heeft zijn naam, voornaam en hetzij zijn domicile hetzij zijn geboortedatum meegedeeld aan de betrokken onderneming voor 19 november 2015, of;
3° la carte prépayée a été achetée ou rechargée à l'aide d'un moyen de paiement électronique conformément à l'article 17.	3° de voorafbetaalde kaart is gekocht of herladen door middel van een elektronisch betalingsmiddel overeenkomstig artikel 17.
§ 2. Pour ce qui concerne les nouvelles cartes prépayées, l'utilisateur final communique son identité à l'entreprise concernée au plus tard à l'activation de la carte selon une des méthodes d'identification valides.	§ 2. Wat betreft de nieuwe voorafbetaalde kaarten, deelt de eindgebruiker uiterlijk bij de activering van de kaart zijn identiteit mee aan de betrokken onderneming volgens één van de geldige identificatiemethodes.
Art. 5. La personne physique ou morale qui s'identifie auprès de l'entreprise concernée ne peut céder à un tiers une carte prépayée active, sauf :	Art. 5. Een natuurlijke of rechtspersoon die zich bij de betrokken onderneming identificeert, mag aan een derde geen actieve voorafbetaalde kaart afstaan, behalve:
1° à une personne de sa famille, soit ses parents, ses grands-parents, ses enfants, ses petits-enfants, ses frères ou ses sœurs, ou ;	1° aan een persoon van zijn familie, d.i. zijn ouders, zijn grootouders, zijn kinderen, zijn kleinkinderen, zijn broers of zijn zussen, of;
2° à son conjoint ou une personne avec laquelle une déclaration de cohabitation légale a été effectuée;	2° aan zijn/haar echtgeno(o)t(e) of een persoon met wie een verklaring van wettelijk samenwonen is afgelegd;
3° à une personne dont elle est le tuteur ;	3° aan een persoon van wie deze persoon de voogd is;

4° à une personne physique qui effectue des prestations pour la personne morale qui a acheté la carte prépayée, pour autant que cette personne morale conserve une liste actualisée permettant de faire le lien entre une carte prépayée et la personne physique à laquelle cette carte a été attribuée ;	4° aan een natuurlijke persoon die diensten verricht voor de rechtspersoon die de voorafbetaalde kaart heeft gekocht, op voorwaarde dat deze rechtspersoon een geactualiseerde lijst bewaart aan de hand waarvan het verband tussen een voorafbetaalde kaart en de natuurlijke persoon aan wie deze kaart werd toegewezen kan worden vastgesteld ;
5° à un tiers qui s'est préalablement identifié auprès de l'entreprise concernée ;	5° aan een derde die zich vooraf heeft geïdentificeerd bij de betrokken onderneming;
6° lorsque la carte prépayée a été achetée pour le compte des services de renseignement et de sécurité, des services de police ou des autorités publiques désignées par arrêté ministériel conformément à l'article 10, alinéa 2.	6° wanneer de voorafbetaalde kaart wordt gekocht voor de rekening van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, de politiediensten of de overheden die bij ministerieel besluit zijn aangewezen conform artikel 10, tweede lid.
La liste visée à l'alinéa premier, 4°, comprend au moins le nom, le lieu et la date de naissance de la personne à qui la carte est attribuée. Cette liste est transmise à l'entreprise concernée au moment de l'activation et sur simple demande.	De lijst beoogd in het eerste lid, 4°, bevat minstens de naam, geboortedatum en plaats van de persoon aan wie de kaart wordt toegewezen. Deze lijst wordt overgemaakt aan de betrokken onderneming bij activatie en op eenvoudige vraag.
Art. 6. Dans les 24 heures du vol ou de la perte de la carte prépayée, l'utilisateur final en informe l'entreprise concernée.	Art. 6. Binnen 24 uur na de diefstal of het verlies van de voorafbetaalde kaart brengt de eindgebruiker de betrokken onderneming daarvan op de hoogte.
CHAPITRE 3. Mesures à charge des entreprises concernées	HOOFDSTUK 3. Maatregelen ten laste van de betrokken ondernemingen
Section 1re. Principes	Afdeling 1. Principes
Art. 7. Pour ce qui concerne les anciennes cartes prépayées et sous réserve de l'alinéa 2, les entreprises concernées identifient l'utilisateur final au plus tard 6 mois après la publication du présent arrêté.	Art. 7. Wat betreft de oude voorafbetaalde kaarten, onder voorbehoud van het tweede lid, identificeren de betrokken ondernemingen de eindgebruiker uiterlijk 6 maanden na publicatie van dit besluit.
Pour ces mêmes cartes, les entreprises concernées peuvent mais ne doivent pas identifier l'utilisateur final dans les cas suivants :	Voor diezelfde kaarten mogen de betrokken ondernemingen, maar moeten ze niet, de eindgebruiker identificeren in de volgende gevallen:

1° le nom, le prénom et la date de naissance de l'utilisateur final ont déjà été collectées et vérifiées par l'entreprise concernée selon une des méthodes d'identification valides avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ou ;	1° de naam, de voornaam en de geboortedatum van de eindgebruiker is reeds verzameld en geverifieerd door de betrokken onderneming volgens één van de geldige identificatiemethodes voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit, of;
2° l'utilisateur final a communiqué son nom, son prénom et soit son domicile soit sa date de naissance à l'entreprise concernée avant le 19 novembre 2015, ou ;	2° de eindgebruiker heeft zijn naam, voornaam en hetzij zijn domicilie hetzij zijn geboortedatum, meegedeeld aan de betrokken onderneming voor 19 november 2015, of;
3° la carte prépayée a été achetée ou rechargée à l'aide d'un moyen de paiement électronique conformément à l'article 16.	3° de voorafbetaalde kaart is gekocht of herladen door middel van een elektronisch betalingsmiddel overeenkomstig artikel 16.
Art. 8. Pour ce qui concerne les nouvelles cartes prépayées, l'entreprise concernée ne peut activer la carte que pour autant qu'il ait au préalable identifié l'utilisateur final.	Art. 8. Wat betreft de nieuwe voorafbetaalde kaarten, mag de betrokken onderneming de kaart maar activeren, voor zover ze vooraf de eindgebruiker geïdentificeerd heeft.
Art. 9. Immédiatement après avoir été informé par l'utilisateur final du vol ou de la perte de sa carte prépayée, l'entreprise concernée rend cette carte inutilisable.	Art. 9. Onmiddellijk na door de eindgebruiker te zijn ingelicht over de diefstal of het verlies van zijn voorafbetaalde kaart, maakt de betrokken onderneming deze kaart onbruikbaar.
Section 2. Exigences relatives à l'identification	Afdeling 2. Eisen met betrekking tot de identificatie
Art. 10. Lorsqu'une carte prépayée est achetée par une personne physique ou morale, l'entreprise concernée collecte et vérifie selon une des méthodes d'identification valides l'identité de la personne physique qui demande l'activation de la carte.	Art. 10. Wanneer een voorafbetaalde kaart wordt gekocht door een natuurlijke persoon of een rechtspersoon, verzamelt en verifieert de betrokken onderneming volgens één van de geldige identificatiemethodes de identiteit van de natuurlijke persoon die de activering van de kaart vraagt.
L'alinéa 1 ^{er} n'est pas applicable aux services de renseignement et de sécurité, aux services de police et aux autorités publiques désignées par arrêté pris par le Ministre et le Ministre de la Justice.	Het eerste lid is niet van toepassing op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten, de politiediensten en op de overheden die bij een besluit genomen door de Minister en de Minister van Justitie, aangewezen zijn.
Art. 11. § 1er. L'entreprise concernée prend les mesures nécessaires, afin d'assurer une identification fiable de l'utilisateur final.	Art. 11. § 1. De betrokken onderneming neemt de nodige maatregelen om een betrouwbare identificatie van de eindgebruiker te garanderen.
Elle refuse d'activer une nouvelle carte prépayée aussi longtemps qu'elle doute de la fiabilité des données d'identification.	Ze weigert om een nieuwe kaart te activeren zolang ze twijfelt over de betrouwbaarheid van de identificatiegegevens.

§ 2. Lorsque la carte prépayée a déjà été activée et que l'entreprise concernée constate par la suite les données d'identification sont incorrectes ou douteuses, l'entreprise concernée prend sans délai les mesures nécessaires.	§ 2. Wanneer de voorafbetaalde kaart reeds werd geactiveerd en de betrokken onderneming vervolgens vaststelt dat de identificatiegegevens onjuist of twijfelachtig zijn, neemt de betrokken onderneming onverwijld de nodige maatregelen.
L'entreprise concernée peut entre autres demander à l'utilisateur final de s'identifier à nouveau. Elle rend inutilisable la carte prépayée lorsque l'utilisateur final ne s'est pas identifié dans le délai qu'il a fixé.	De betrokken onderneming kan onder andere aan de eindgebruiker vragen om zich opnieuw te identificeren. Ze maakt de voorafbetaalde kaart onbruikbaar wanneer de eindgebruiker zich niet binnen de vastgelegde termijn heeft geïdentificeerd.
Art. 12. § 1er. Les entreprises concernées conservent la méthode d'identification utilisée pour identifier l'utilisateur final tant que les données d'identification de l'utilisateur final peuvent être conservées en vertu de l'article 126 de la loi.	Art. 12. § 1. De betrokken ondernemingen bewaren de identificatiemethode die gebruikt is om de eindgebruiker te identificeren zolang de identificatiegegevens van de eindgebruiker kunnen worden bewaard krachtens artikel 126 van de wet.
§ 2. Les données à conserver par l'entreprise concernée sont déterminées en fonction de la méthode d'identification choisie mais comprennent au maximum les données suivantes :	§ 2. De door de betrokken onderneming te bewaren gegevens worden vastgelegd afhankelijk van de gekozen identificatiemethode maar omvatten maximaal de volgende gegevens:
1° le nom et le prénom ;	1° de naam en voornaam;
2° le sexe ;	2° het geslacht;
3° la nationalité ;	3° de nationaliteit;
4° la date et le lieu de naissance ;	4° de geboorteplaats en -datum;
5° l'adresse e-mail, l'adresse du domicile et le numéro de téléphone ;	5° het e-mailadres, het adres van de woonplaats en het telefoonnummer;
6° le numéro de registre national ;	6° het rijksregisternummer;
7° le numéro du document d'identité, le numéro de la puce électronique intégrée dans le document, le pays d'émission du document lorsqu'il s'agit d'un document étranger et la date de validité du document ;	7° het nummer van het identiteitsstuk, het nummer van de elektronische chip in het document, het land van uitgifte van het document wanneer het een buitenlands document betreft en de geldigheidsdatum van het document;
8° les références de l'opération de paiement ;	8° de referenties van de betalingstransactie;

9° l'association de la carte prépayée au produit pour lequel l'utilisateur final est déjà identifié.	9° het verband van de voorafbetaalde kaart met het product waarvoor de eindgebruiker reeds geïdentificeerd is.
Section 3. Méthodes d'identification	Afdeling 3. Identificatiemethodes
Art. 13. L'entreprise concernée doit proposer au moins une méthode d'identification valide de son choix à l'utilisateur final.	Art. 13. De betrokken onderneming moet ten minste één geldige identificatiemethode van haar keuze voorstellen aan de eindgebruiker.
Sous-section 1. Vérification sur base d'un document d'identification en présence de l'utilisateur final	Onderafdeling 1. Verificatie op basis van identificatiedocumenten in aanwezigheid van de eindgebruiker
Art. 14. § 1^{er}. Lorsque l'utilisateur final s'identifie physiquement, il présente au point de vente un document d'identification valide. En cas de présentation d'une carte d'identité électronique et lorsque le point de vente le demande, l'utilisateur final doit introduire le code PIN.	Art. 14. § 1. Wanneer de eindgebruiker zich fysiek identificeert, legt hij in het verkooppunt een geldig identificatiestuk voor. Indien een elektronische identiteitskaart wordt getoond en wanneer het verkooppunt dat vraagt, moet de eindgebruiker de PIN-code invoeren.
§ 2. En cas de présentation d'une carte d'identité belge, l'entreprise concernée collecte au minimum le numéro de Registre national et les 9 derniers chiffres du numéro de ce document.	§ 2. Bij voorlegging van een Belgische identiteitskaart vraagt de betrokken onderneming minimaal het rijksregisternummer en de laatste 9 cijfers van het nummer van dat document op.
En cas de présentation d'un autre document reprenant le numéro de Registre national ou le numéro visé à l'art 8, § 1 ^{er} , 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, l'entreprise concernée collecte au minimum ce numéro et le numéro de ce document.	Bij voorlegging van een ander document dat het rijksregisternummer vermeldt of het nummer dat bedoeld is in art. 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, vraagt de betrokken onderneming minimaal dat nummer en het nummer van dat document op.
Pour les documents sur lesquels ne figure pas le numéro de Registre national ou le numéro visé à l'art 8, § 1 ^{er} , 2°, de la loi du 15 janvier 1990, l'entreprise concernée collecte au minimum le pays d'émission, le numéro du document, les nom, prénom, date et lieu de naissance.	Voor de documenten waarop het rijksregisternummer of het nummer dat bedoeld is in art. 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 niet vermeld is, vraagt de betrokken onderneming ten minste het land van uitgifte, het nummer van het document, de naam, voornaam, geboortedatum en -plaats op.

§ 3. Lorsque l'utilisateur final se présente dans un point de vente afin de s'identifier, les documents et données d'identification sont introduits directement dans les systèmes informatiques de l'entreprise concernée, sans conserver de copie de ces documents ou données.	§ 3. Wanneer de eindgebruiker zich aanbiedt in een verkooppunt om zich te identificeren worden de identificatiestukken en –gegevens rechtstreeks ingevoerd in de computersystemen van de betrokken onderneming, zonder een kopie te bewaren van deze stukken of gegevens.
Si une introduction directe dans les systèmes informatiques de l'entreprise concernée n'est pas possible, une copie de la carte d'identité peut être effectuée, mais cette copie doit être détruite après l'activation de la carte.	Indien rechtstreekse ingave in de computersystemen van de betrokken onderneming niet mogelijk is, mag er een kopie van de identiteitskaart worden gemaakt, maar deze kopie moet worden vernietigd na de activering van de kaart.
Une copie des documents d'identité autres que la carte d'identité est conservée par l'entreprise concernée aussi longtemps que les données d'identification peuvent être conservées en vertu de l'article 126, § 3, alinéa 1 ^{er} , de la loi.	Een kopie van de andere identiteitspapieren dan de identiteitskaart wordt door de betrokken onderneming bewaard zolang de identificatiegegevens kunnen worden bewaard krachtens artikel 126, § 3, eerste lid, van de wet.
Sous-section 2. L'identification en ligne et la signature électronique par la carte d'identité électronique	Onderafdeling 2. Online-identificatie en elektronische ondertekening via de elektronische identiteitskaart
Art. 15. § 1er. L'utilisateur final peut s'identifier par sa carte d'identité électronique, lorsqu'il se connecte à une application Internet de l'entreprise concernée ou transmet à l'entreprise concernée un document signé à l'aide de la signature électronique. Son identification sera validée après authentification.	Art. 15. § 1. De eindgebruiker kan zichzelf identificeren met zijn elektronische identiteitskaart, wanneer hij verbinding maakt met een internetapplicatie van de betrokken onderneming of aan de betrokken onderneming een document verzendt dat ondertekend is aan de hand van de elektronische handtekening. Na authenticatie wordt zijn identificatie gevalideerd.
Cette méthode d'identification est soumise aux conditions suivantes :	Deze identificatiemethode is onderworpen aan de volgende voorwaarden:
1° seules les cartes d'identité électroniques valides sont acceptées;	1° alleen geldige elektronische identiteitskaarten worden aanvaard;
2° le code PIN doit être introduit.	2° de pincode moet worden ingevoerd.
§ 2. L'entreprise concernée collecte au minimum les données suivantes :	§ 2. De betrokken onderneming verzamelt minimaal de volgende gegevens:
1° pour la carte d'identité électronique belge : au minimum le numéro de registre national ;	1° voor de Belgische elektronische identiteitskaart: ten minste het rijksregisternummer;

2° pour la carte d'identité électronique étrangère : au minimum le pays d'émission, le numéro du document, les nom, prénom, date et lieu de naissance.	2° voor de buitenlandse elektronische identiteitskaart: ten minste het land van uitgifte, het nummer van het document, de naam, voornaam, geboortedatum en -plaats.
Sous-section 3. Le fournisseur d'identité	Onderafdeling 3. De identiteitsleverancier
Art. 16. § 1er. L'utilisateur final peut s'identifier lorsqu'il se connecte à une application Internet ou transmet un document avec sa signature électronique et que son identification est validée auprès d'un fournisseur d'identité.	Art. 16. § 1. De eindgebruiker kan zichzelf identificeren wanneer hij verbinding maakt met een internetapplicatie of een document verzendt met zijn elektronische handtekening, en wanneer zijn identificatie wordt gevalideerd bij een identiteitsleverancier.
§ 2. Cette méthode est soumise aux conditions suivantes.	§ 2. Deze methode is onderworpen aan de volgende voorwaarden.
Le fournisseur d'identité est certifié par les autorités comme un service d'enregistrement pour des applications numériques des pouvoirs publics. Les règles de cette certification sont fixées par le Roi.	De identiteitsleverancier is door de overheid gecertificeerd als aanmeldingsdienst voor digitale overheidstoepassingen. De regels voor deze certificatie worden door de Koning bepaald.
Le fournisseur d'identité doit être au préalable autorisé par arrêté pris par le Ministre et le Ministre de la Justice, après concertation avec l'Institut. L'autorisation peut être retirée à tout moment par le Ministre et le Ministre de la Justice.	De identiteitsleverancier moet vooraf gemachtigd zijn bij besluit genomen door de Minister en de Minister van Justitie, na advies van het Instituut. Deze machtiging kan te allen tijde ingetrokken worden door de Minister en de Minister van Justitie.
L'utilisateur final doit au préalable avoir été identifié auprès du fournisseur d'identité sur base d'un document d'identification valide.	De eindgebruiker moet vooraf zijn geïdentificeerd bij de identiteitsleverancier op basis van een geldig identificatiedocument.
Le fournisseur d'identité est établi dans l'Union européenne et les données collectées sont y conservées .	De identiteitsleverancier is in de Europese Unie gevestigd en de verzamelde gegevens worden daar opgeslagen.
§ 2. Les données d'identification sont collectés par le fournisseur d'identité et transmises immédiatement à l'entreprise concernée.	§ 2. De identificatiegegevens worden opgevraagd door de identiteitsleverancier en onmiddellijk overgedragen aan de betrokken onderneming.
Sous-section 4. L'opération de paiement en ligne	Onderafdeling 4. De online betalingstransactie

Art. 17. § 1 ^{er} . Jusqu'au 31 décembre 2017, l'entreprise concernée peut identifier l'utilisateur final sur la base d'une opération de paiement électronique en ligne spécifique à l'achat ou la recharge de la carte prépayée. Le Ministre et le Ministre de la Justice peuvent adapter cette date.	Art. 17. § 1. Tot 31 december 2017 kan de betrokken onderneming de eindgebruiker identificeren op basis van een online elektronische betalingstransactie specifiek om een voorafbetaalde kaart aan te kopen of te herladen. De Minister en de Minister van Justitie kunnen deze datum aanpassen.
Cette méthode est soumise aux conditions suivantes :	Deze methode is onderworpen aan de volgende voorwaarden:
1° l'opération de paiement doit être traitée par un prestataire de services de paiement tel que visé à l'art. I.9. 2°, a), b), c), et d) du Code de droit économique;	1° de betalingstransactie moet worden afgehandeld via een betalingsdienstaanbieder zoals bedoeld in art. I.9. 2°, a), b), c), en d) van het Wetboek van Economisch Recht;
2° Le prestataire de services de paiement est soumis à la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme.	2° de betalingsdienstaanbieder is onderworpen aan de Wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme;
3° une nouvelle identification doit être effectuée dans les 18 mois qui suivent l'opération de paiement liée à la carte prépayée ;	3° er moet een nieuwe identificatie worden uitgevoerd binnen de 18 maanden die volgen op de betalingstransactie die is gelinkt aan de voorafbetaalde kaart;
4° l'utilisateur final introduit sur un formulaire en ligne de l'entreprise concernée au minimum son nom, son prénom et le lieu et la date de sa naissance.	4° op een online formulier van de betrokken onderneming vult de eindgebruiker op zijn minst zijn naam, zijn voornaam en geboortedatum en -plaats in.
§ 2. L'entreprise concernée conserve la référence de l'opération de paiement et les données du formulaire en ligne.	§ 2. De betrokken onderneming slaat de referentie van de betalingstransactie en de gegevens van het online formulier op.
Sous-section 5. L'extension ou la migration de produit	Onderafdeling 5. Productuitbreiding of migratie
Art. 18. § 1er. L'utilisateur final peut s'identifier en reliant la carte prépayée de l'entreprise concernée à un produit de la même entreprise auquel il a souscrit.	Art. 18. § 1. De eindgebruiker kan zichzelf identificeren door de voorafbetaalde kaart van de betrokken onderneming in verband te brengen met een product van dezelfde onderneming waarop hij ingetekend heeft.
L'entreprise concernée s'assure, en mettant en place des mesures techniques et opérationnelles, que la personne qui demande l'extension ou la migration du produit est effectivement la personne identifiée pour ce produit.	De betrokken onderneming vergewist zich ervan, door technische en operationele maatregelen in te stellen, dat de persoon die de uitbreiding of de migratie van het product vraagt, daadwerkelijk de voor dat product geïdentificeerde persoon is.

§ 2. L'entreprise concernée conserve pour la carte prépayée toutes les données d'identification collectées pour le produit auquel cette carte est associée.	§ 2. De betrokken onderneming bewaart voor de voorafbetaalde kaart alle verzamelde identificatiegegevens voor het product waaraan deze kaart is verbonden.
Sous-section 6. La vérification par un moyen de communication électronique	Onderafdeling 6. De verificatie via elektronisch communicatiemiddel
Art. 19. § 1er. Lorsque l'utilisateur final communique par un moyen de communication électronique ses données d'identification à l'entreprise concernée, cette dernière procède à une vérification de l'identité en deux temps:	Art. 19. § 1. Wanneer de eindgebruiker zijn identificatiegegevens via elektronisch communicatiemiddel meedeelt aan de betrokken onderneming verifieert deze laatste de identiteit in twee stappen:
1° elle vérifie l'identité au moyen d'une base de données commerciales, en tenant compte notamment des nom, prénom et d'une adresse de référence de l'utilisateur final, et ;	1° ze verifieert de identiteit door middel van een commerciële databank, waarbij met name rekening gehouden wordt met de naam, voornaam en een referentieadres van de eindgebruiker, en;
2° elle envoie à l'adresse de référence les moyens nécessaires pour utiliser le service de communications électroniques.	2° ze verzendt naar het referentieadres de middelen die nodig zijn om de elektronische-communicatiedienst te gebruiken.
Par adresse de référence, il faut entendre le domicile de l'utilisateur final qui est une personne physique ou un lieu d'établissement pour l'utilisateur final qui est une personne morale.	Onder referentieadres moet worden verstaan de woonplaats van de eindgebruiker die een natuurlijke persoon is of een vestigingsplaats voor de eindgebruiker die een rechtspersoon is.
Cette méthode est soumise aux conditions suivantes :	Deze methode is onderworpen aan de volgende voorwaarden:
1° l'adresse de référence doit se situer en Belgique ;	1° het referentieadres moet in België liggen;
2° à la demande d'une entreprise concernée, la base de donnée commerciale doit être au préalable autorisée par arrêté pris par le Ministre et le Ministre de la Justice, après concertation avec l'Institut et les services de renseignement et de sécurité.;	2° op verzoek van een betrokken onderneming moet de commerciële databank vooraf gemachtigd zijn bij besluit genomen door de Minister en de Minister van Justitie, na advies van het Instituut en de inlichtingenveiligheidsdiensten;
3° le fournisseur de la banque de données commerciale doit avoir un siège dans l'Union européenne.	3° de leverancier van de commerciële databank moet een zetel hebben in de Europese Unie.
L' autorisation visée à l'alinéa 2, 2°, peut être retirée à tout moment par le Ministre et le Ministre de la Justice	De machtiging bedoeld in het tweede lid, 2°, kan te allen tijde ingetrokken worden door de Minister en de Minister van Justitie

§ 2. Les nom, prénom, date et lieu de naissance ainsi que le domicile de l'utilisateur final sont collectés et transmis immédiatement à l'entreprise concernée.	§ 2. De naam, voornaam, geboortedatum en -plaats, alsook de domicile van de eindgebruiker worden opgevraagd en onmiddellijk overgedragen aan de betrokken onderneming.
CHAPITRE 4. - Dispositions finales	HOOFDSTUK 4. - Slotbepalingen
Art. 20. Le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.	Art. 20. De Minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné à	Gegeven te
Par le Roi :	Van Koningswege:
Le Ministre des Télécommunications,	De Minister van Telecommunicatie,
Alexander DE CROO	
Le Ministre de la Justice	De Minister van Justitie
Koen GEENS	

